



<i>E-Registration</i> :	<b>Répertoire n° :</b>	<b>730</b>
Dossier 29267	<b>Dr. enregistr. :</b>	<b>100,00 €</b>
Constitution EDF Luminus Wind Together	<b>Dr. enregistr. :</b>	<b>50,00 €</b>
Acte du : 18/12/2015	<b>Dr. écriture :</b>	<b>95,00 €</b>

**«EDF Luminus Wind Together»**  
Société Coopérative à Responsabilité Limitée  
à 1000 Bruxelles, rue du Marquis 1

## CONSTITUTION – STATUTS – NOMINATION

L'an **deux mille quinze**,  
Le **dix-huit décembre**,  
A Bruxelles, rue du Marquis 1,  
Par devant Nous, Maître **Saskia CLAEYS**, Notaire associée à Forest-  
Bruxelles,

### **ONT COMPARU :**

**1.** La société anonyme « **EDF Luminus** », ayant son siège social à 1000 Bruxelles, rue du Marquis 1, inscrite au registre des personnes morales de Bruxelles sous le numéro BE (TVA) 0471.811.661.

**2.** La société anonyme « **WINDVISION WINDFARM LEUZE-EN-HAINAUT** », ayant son siège social à 1000 Bruxelles, rue du Marquis 1, inscrite au registre des personnes morales de Bruxelles sous le numéro BE (TVA) 0818.925.171.

**3.** La société anonyme « **Windfarm Bièvre** », ayant son siège social à 1000 Bruxelles, rue du Marquis 1, inscrite au registre des personnes morales de Bruxelles sous le numéro BE (TVA) 0818.920.124.

### Représentation - Procurations

Tous les comparants sont ici représentés par Monsieur François Vincent Firket, né à Liège le 21 décembre 1984, numéro national 841221 233-15, domicilié à 1020 Bruxelles, avenue des Croix du Feu 27, dans le cadre du présent acte élisant domicile au siège de la société en formation, agissant en sa qualité de mandataire spécial, en vertu de trois procurations sous seing privé qui resteront ci-annexées.

## I.- CONSTITUTION

Lesquels comparants ont requis le Notaire soussigné d'acter qu'ils constituent entre eux une société commerciale et de dresser les statuts d'une Société Coopérative à Responsabilité Limitée, dénommée «EDF Luminus Wind Together», au capital fixe de dix-huit mille six cent vingt-cinq euros (€ 18.625,00 EUR), divisé en cent quarante-neuf (149) parts sociales, chacune avec une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (125,00 EUR).

Avant la passation de l'acte, les comparants, en leur qualité de fondateurs de la société et conformément aux articles 391 et 405,5° du Code des sociétés, ont remis au Notaire soussigné le plan financier de la société.

### Souscription par apports en espèces

Les comparants déclarent que les cent quarante-neuf (149) parts sociales sont à l'instant souscrites en espèces, comme suit :

- par la société anonyme « <b>EDF Luminus</b> », susnommée : 147 parts sociales, soit pour dix-huit mille trois cent septante-cinq euros (18.375,00 EUR),	147
- par la société anonyme « <b>WINDVISION WINDFARM LEUZE-EN-HAINAUT</b> », susnommée : 1 part sociale, soit pour cent vingt-cinq euros (125,00 EUR),	1
- par la société anonyme « <b>Windfarm Bièvre</b> », susnommée : 1 part sociale, soit pour cent vingt-cinq euros (125,00 EUR),	1
<b>Ensemble : dix-huit mille six cent vingt-cinq euros</b>	<b>149</b>
<b>(18.625,00 EUR)</b>	

Les comparants déclarent que chacune des parts souscrites est libérée intégralement par un versement en espèces qu'ils ont effectué à un compte spécial portant le numéro BE86.3631.5547.2650, ouvert au nom de la société en formation auprès de la Banque ING, de sorte que la société a, dès à présent, de ce chef, à sa disposition une somme de dix-huit mille six cent vingt-cinq euros (18.625,00 EUR).

Une attestation de l'organisme dépositaire en date du 18 décembre 2015 demeurera dans le dossier.

### **DECLARATIONS :**

Les comparants reconnaissent :

- que le notaire soussigné a donné lecture de l'article 65 du Code des sociétés ; d'après cet article, chaque société est désignée par une dénomination sociale qui doit être différente de celle de toute autre société. Si elle est identique, ou si la ressemblance peut induire en erreur, tout intéressé peut la faire modifier et réclamer des dommages-intérêts, s'il y a lieu. Les fondateurs, ou en cas de modification ultérieure de la dénomination sociale, les membres de l'organe de gestion sont tenus solidairement envers les intéressés des dommages-intérêts susmentionnés ;

- que le notaire les a éclairés sur les dispositions du Code des Sociétés relatives au plan financier et à la responsabilité des fondateurs d'une société lorsque celle-ci a été créée avec un capital manifestement insuffisant (articles 391 et 405,5° du Code des sociétés);

- savoir que, lorsque la société se propose d'acquérir dans un délai de deux ans à compter de sa constitution, le cas échéant en application de l'article 60 de Code des sociétés, un bien appartenant à l'un des fondateurs, à un administrateurs ou à un associé, pour une contre-valeur au moins égale à un dixième de la part fixe du capital social, cette acquisition est soumise à l'autorisation préalable de l'assemblée générale, statuant à la majorité simple, quel que soit le nombre de parts présentes ou représentées. Dans ce cas, il est, préalablement à l'assemblée générale susmentionnée, procédé à la rédaction d'un rapport par le commissaire ou, pour la société qui n'en a pas, par un réviseur d'entreprise, désigné par le conseil d'administration, et d'un rapport spécial par ce conseil (article 396 du Code des sociétés);

Chaque partie déclare :

- être capable ;
- qu'elle n'est pas pourvue d'un administrateur provisoire ou d'un conseil judiciaire ;
- d'une manière générale, qu'elle n'est pas dessaisie de l'administration de ses biens ;
- qu'elle n'a pas été déclarée en faillite à ce jour ;
- qu'elle n'a pas déposé de requête en réorganisation judiciaire (dans le cadre de la loi relative à la continuité des entreprises) ;
- qu'elle n'a pas introduit de requête en médiation de dettes et qu'elle n'a pas l'intention de le faire ;
- que son identité/ comparution - représentation est conforme à ce qui est mentionné ci-dessus.

## II.- STATUTS

### **TITRE I – DÉNOMINATION – SIÈGE SOCIAL – OBJET – DURÉE**

#### **1. FORME ET DÉNOMINATION**

La société a la forme d'une société coopérative à responsabilité limitée et est dénommée « **EDF Luminus Wind Together** ».

Cette dénomination doit toujours être précédée ou suivie des mots « *société coopérative à responsabilité limitée* » ou de l'abréviation « SCRL ».

Tous les actes, factures, annonces, publications, lettres, notes de commande et autres documents, sous forme électronique ou non, doivent contenir les indications suivantes : la dénomination, la forme juridique, l'indication précise du siège, le numéro d'entreprise, les mots « registre des personnes morales » ou l'abréviation « RPM » suivis ou suivie de la mention du siège du tribunal dans le ressort duquel la société a son siège et, le cas échéant, le fait que la société est en liquidation.

#### **2. SIÈGE SOCIAL**

Le siège de la société est établi à 1000 Bruxelles, rue du Marquis, 1.

Le conseil d'administration peut transférer ce siège en tout autre endroit de Belgique sans que cela nécessite une modification des statuts, à moins que le respect de la législation relative à l'emploi des langues ne l'exige. Il veillera à la publication de toute modification du siège de la société aux annexes du Moniteur belge.

Le conseil d'administration est également habilité à établir des agences, des sièges d'exploitation, des filiales et des succursales en Belgique et à l'étranger.

#### **3. OBJET**

La société a pour objet :

- a) la récolte de capital coopératif pour des investissements dans et l'acquisition de (parties) d'actifs et/ou de droits dans le secteur de l'énergie renouvelable comme, notamment, l'éolien, l'énergie solaire, l'hydraulique et les activités de conseil en matière de mesures d'économie d'énergie. Les investissements peuvent se faire sous forme de capital ou de fonds extérieurs;
- b) l'association de consommateurs d'énergies renouvelables, durables et alternatives;

- c) la possibilité pour les riverains de projets éoliens et d'autres projets dans le domaine de l'énergie renouvelable et pour d'autres citoyens de contribuer à la réalisation d'un environnement durable et neutre en CO2;
- d) la sensibilisation, la promotion, l'animation et l'avancement de l'énergie renouvelable dans ses diverses applications et la sensibilisation, la promotion, l'animation et l'avancement d'une utilisation durable de l'énergie en général.

La société peut accomplir, tant en Belgique qu'à l'étranger, toutes opérations industrielles, commerciales et financières directement ou indirectement liées à son objet social et de nature à élargir ou à promouvoir son entreprise. Elle peut acquérir tous biens mobiliers et immobiliers, même si ceux-ci n'ont aucun lien direct ou indirect avec l'objet de la société. Elle peut accorder des prêts à d'autres sociétés, se porter caution ou donner des sûretés réelles ou personnelles à des sociétés ou des particuliers.

Elle peut plus particulièrement prendre, par voie d'apport, de fusion, de souscription, d'intervention financière ou de toute autre manière, des intérêts dans toutes associations, entreprises ou sociétés ayant un objet similaire ou connexe ou susceptibles d'améliorer son entreprise. Elle peut exercer les fonctions d'administrateur, de gérant, de directeur ou de liquidateur dans d'autres sociétés.

#### **4. DURÉE**

La société est constituée pour une durée illimitée qui commence à sa constitution.

### **TITRE II – CAPITAL – PARTS SOCIALES**

#### **5. CAPITAL SOCIAL ET CATEGORIES DE PARTS**

Le capital est illimité. Il comporte une part fixe et une part variable.

Le capital est composé d'un nombre variable de parts de catégorie A et de catégorie B. Les parts de catégorie A comme celles de catégorie B ont chacune une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (125,00 EUR).

La part fixe du capital social est fixée à dix-huit mille six cent vingt-cinq euros (18.625,00 EUR).

La part fixe du capital social est exclusivement représentée par des parts de catégorie A. Les parts de catégorie A sont réservées aux fondateurs de la société ou à d'autres personnes acceptées à l'unanimité par les fondateurs.

La part fixe du capital social ne peut être augmentée ou diminuée que sur décision de l'assemblée générale, compte tenu des règles établies pour une modification des statuts et des exigences de forme légales relatives à la constatation d'une augmentation ou d'une réduction du capital.

Un nombre de parts sociales correspondant à la part fixe du capital devra à tout moment être souscrit.

La part variable du capital social sera augmentée ou diminuée selon l'admission, respectivement la démission ou l'exclusion d'associés, par des versements ou un retrait d'apports. Ces opérations seront effectuées sans que les statuts doivent être modifiés. Le conseil d'administration peut décider de procéder à une augmentation de la part variable du capital social.

La part variable du capital social est représentée par des parts de catégorie A ou de catégorie B. Les parts de catégorie B sont réservées à des personnes physiques ayant leur domicile ou leur résidence en Belgique et à des personnes

morales ayant leur siège en Belgique, qui souscrivent aux objectifs de la société coopérative et qui ont été acceptées en tant qu'associés par le conseil d'administration. À l'exception des associés appartenant à la catégorie A et sauf décision contraire du conseil d'administration, la souscription de parts de catégorie B est limitée par associé à 24 parts.

En cas d'augmentation du capital par émission de parts nouvelles, l'assemblée générale ou le conseil d'administration demandera une prime d'émission.

#### **6. RESPONSABILITÉ**

La responsabilité des associés est limitée au montant de leur souscription. Il n'existe entre les associés ni solidarité, ni indivision.

#### **7. APPEL DE FONDS**

Chaque part doit être immédiatement et entièrement libérée. Tant qu'une part n'est pas entièrement libérée, les droits liés à cette part non libérée seront suspendus.

#### **8. NATURE DES TITRES ET CESSIBILITÉ**

Les parts sont nominatives. En dehors des parts qui représentent des apports, la société coopérative ne peut émettre aucun autre titre représentatif de droits sociaux ou donnant droit à une part des bénéfices.

Sans préjudice des dispositions légales impératives, les parts ne peuvent faire l'objet d'une cession, à peine de nullité, que si cette cession a été préalablement approuvée par le conseil d'administration et qu'elle n'a pas pour effet de réduire le nombre d'associés à moins de trois. Si le conseil d'administration ne refuse pas d'approuver la cession ou ne propose pas un autre cessionnaire dans les trois mois qui suivent l'envoi de la demande d'approbation, la cession de parts pourra être opérée telle qu'elle a été proposée, compte tenu des dispositions légales impératives prévues par l'article 366 du Code des sociétés.

#### **9. EXERCICE DES DROITS ATTACHÉS AUX TITRES**

Les titres sont indivisibles à l'égard de la société. Lorsqu'un titre appartient à différentes personnes ou que les droits attachés à une part sont répartis entre plusieurs personnes, le conseil d'administration peut suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme détentrice du titre à l'égard de la société. Si les parts sont grevées d'usufruit, l'usufruitier possédera le droit de vote, sauf opposition du nu-propiétaire, auquel cas le droit de vote sera suspendu jusqu'à ce qu'une décision judiciaire soit prise ou que l'usufruitier et le nu-propiétaire parviennent à s'entendre.

#### **10. AYANTS CAUSE**

Les droits et les obligations restent attachés au titre, quelles que soient les mains dans lesquelles ils passent.

### **TITRE III – ASSOCIÉS**

#### **11. COMPÉTENCES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Le conseil d'administration décide aux moments fixés par lui de tout ce qui concerne l'acceptation, la démission et l'exclusion des associés, et de tout ce qui concerne les souscriptions supplémentaires, le retrait et la cession de parts.

#### **12. ADMISSION ET FIN DE LA QUALITÉ DE MEMBRE**

Les fondateurs soussignés sont les premiers associés et forment la catégorie A. Pour être admis comme associé, il faut être accepté par le conseil d'administration. Le conseil d'administration ne peut en principe accepter que des nouveaux associés qui remplissent les conditions mentionnées ci-après.

La société ne peut pas refuser l'admission d'associés en vertu de considérations spéculatives, à moins que ces associés ne remplissent pas les conditions générales d'admission ou posent des actes contraires aux intérêts de la société.

Les parts appartenant à la catégorie B ne peuvent être souscrites que par des personnes physiques ayant leur domicile ou leur résidence en Belgique et des personnes morales ayant leur siège en Belgique.

À l'exception des associés appartenant à la catégorie A et sauf décision contraire du conseil d'administration, aucun associé ne peut détenir plus de 24 parts de la société.

La décision d'approbation d'une admission par le conseil d'administration mentionnera le nombre de parts que le nouvel associé peut souscrire et le prix de souscription pour les nouvelles parts souscrites. À défaut d'acceptation formelle par le conseil d'administration dans les trois mois qui suivent la demande d'admission, l'admission sera refusée, sauf décision contraire du conseil d'administration après la période susmentionnée de trois mois.

Par la souscription de la part, l'associé s'engage à accepter et à respecter les statuts et, le cas échéant, le règlement d'ordre intérieur et les décisions de l'assemblée générale et du conseil d'administration.

Au-delà du montant des versements à effectuer sur leurs parts, les associés ne sont pas personnellement responsables des engagements de la société, ni tenus de contribuer aux pertes de la société.

Les associés cesseront de faire partie de la société dans les cas suivants :

- a) démission ;
- b) exclusion ;
- c) décès, faillite, déconfiture, interdiction, déclaration d'incapacité ou dissolution.

### **13. DÉMISSION – RETRAIT DE PARTS**

Les associés ne peuvent démissionner (partiellement) qu'au-delà de la cinquième année qui suit l'entrée et uniquement dans la première moitié de l'exercice, moyennant un préavis d'un mois adressé par courrier électronique au conseil d'administration et approbation préalable de celui-ci par le conseil d'administration, étant entendu que le retrait peut uniquement concerner les parts détenues depuis cinq ans par cet associé (partiellement) démissionnaire. S'ils notifient leur démission trop tard, la démission ne produira ses effets qu'au début de l'exercice suivant. À défaut d'approbation formelle par le conseil d'administration dans les trois mois qui suivent la demande de démission (partielle), la démission (partielle) sera refusée, sauf décision contraire du conseil d'administration après la période susmentionnée de trois mois.

La société peut refuser la démission ou le retrait de parts et est tenue de les refuser si cette démission ou ce retrait de parts ont pour effet de réduire le capital à un montant inférieur à la part fixe, augmentée des réserves non distribuables, ou de mettre en péril sa situation financière.

L'acceptation ou le refus de la démission ou du retrait de parts seront communiqués par courrier postal ou courrier électronique à l'associé concerné.

### **14. EXCLUSION**

Tout associé peut être exclu pour des motifs fondés par le conseil d'administration.

Peut également être exclu par le conseil d'administration l'associé qui ne remplit plus les conditions d'admission reprises à l'article 12 des statuts, qui viole les dispositions des statuts ou, le cas échéant, du règlement d'ordre intérieur, qui refuse de se soumettre aux décisions du conseil d'administration ou de l'assemblée générale, qui ne respecte pas ses engagements à l'égard de la société, qui cause un préjudice quelconque à la société ou pose des actes contraires aux intérêts de la société, sans préjudice du droit de celle-ci d'intenter une action en dommages et intérêts ou d'infliger une sanction, détaillée le cas échéant dans le règlement d'ordre intérieur.

En ce qui concerne l'associé dont l'exclusion est demandée, le conseil d'administration fera une proposition d'exclusion motivée. Cette proposition d'exclusion sera portée à la connaissance de l'associé à exclure par courrier recommandé et celui-ci sera invité à communiquer ses remarques par écrit au conseil d'administration dans le mois qui suit cette notification. S'il en fait la demande dans le courrier contenant ses remarques, l'associé doit être entendu par le conseil d'administration.

L'exclusion concernera nécessairement l'ensemble des parts de l'associé concerné.

#### **15. REGISTRE DES ASSOCIÉS**

La propriété des parts est prouvée par l'inscription dans le registre des associés, qui est tenu au siège de la société.

L'organe de gestion de la société est chargé des inscriptions dans le registre des associés. Ce pouvoir peut être délégué à un mandataire.

Le registre des associés est tenu selon les prescriptions légales et contient les indications suivantes : 1° les nom, prénoms et domicile de chaque associé ;

2° le nombre de parts avec indication de la catégorie que chaque associé détient, ainsi que les souscriptions de parts nouvelles et les remboursements, avec indication de la date ;

3° les transmissions et les cessions de parts, avec leur date ;

4° la date d'admission, de démission ou d'exclusion de chaque associé ;

5° les versements effectués ;

6° les montants qui ont été affectés avant la démission, avant le retrait partiel de parts et avant le retrait de versements.

En cas d'exclusion, l'extrait du procès-verbal constatant l'exclusion doit être inscrit dans le registre. Une copie conforme de la décision d'exclusion doit être adressée dans les quinze jours par courrier recommandé à l'associé exclu.

En cas de décès, de faillite, d'interdiction, déclaration d'incapacité ou de déconfiture d'un associé, la date du fait ou du jugement sera mentionnée dans le registre.

#### **16. REMBOURSEMENT DE PARTS**

L'associé démissionnaire ou exclu ou qui a retiré une partie de ses parts ne peut pas exiger la dissolution et la liquidation de la société, mais seulement le remboursement de la valeur de la part de retrait. Dans tous les cas de cessation de l'actionnariat tels que déterminés plus haut, la part de retrait sera calculée en fonction de la valeur de la part telle qu'elle résulte du bilan de l'exercice au cours duquel cet événement s'est produit. À la perte de sa qualité de membre, l'associé aura tout au plus droit à la valeur nominale de sa part ou à moins si la valeur comptable des capitaux propres par part (déterminée sur la base du bilan

approuvé de l'exercice en cours) est inférieure à la valeur nominale de cette part et l'associé ne peut prétendre à aucune part dans les réserves. La part de retrait, si elle est due, sera payée en espèces au plus tard quinze jours après l'approbation du bilan, à moins que le conseil d'administration ne décide d'avancer le remboursement par voie d'avance (récupérable le cas échéant).

Aucun remboursement de la part de retrait ne peut être fait lorsque l'actif net de la société serait réduit, du fait de ce remboursement, à un montant inférieur à la part fixe du capital mentionnée dans les présents statuts, augmentée de toutes les réserves qui, selon la loi ou les statuts, ne peuvent pas être distribuées.

#### **17. PERCEPTION DE LA CONTRE-VALEUR DES PARTS**

En cas de décès, de faillite, de déconfiture, déclaration d'incapacité ou d'interdiction d'un associé, ses héritiers, créanciers ou représentants auront droit au paiement de la contre-valeur de ses parts conformément aux dispositions de l'article 16 qui précède. Le paiement se fera selon les modalités exposées dans le même article.

### **TITRE IV – ADMINISTRATION ET CONTRÔLE**

#### **18. COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

La société est administrée par un conseil d'administration composé de minimum trois et maximum cinq membres, nommés par l'assemblée générale. Les administrateurs peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale.

Les associés qui détiennent des parts de catégorie A ont le droit de proposer des candidats à l'assemblée générale pour l'exercice de maximum trois mandats d'administrateur (administrateurs appartenant à la catégorie A).

Les associés qui détiennent des parts de catégorie B ont le droit de proposer des candidats à l'assemblée générale pour l'exercice de maximum deux mandats d'administrateur (administrateurs appartenant à la catégorie B). Les candidats administrateurs proposés par les associés qui détiennent des parts de catégorie B doivent également être associés au moment de leur présentation et pendant toute la durée de leur mandat d'administrateur. L'administrateur de la catégorie B qui ne détient plus de parts de catégorie B sera d'office démissionnaire.

L'assemblée générale de la société fixe la durée du mandat. Si aucun terme n'est fixé, le mandat sera réputé être un mandat à durée indéterminée. Un administrateur peut être révoqué par l'assemblée générale de la société.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur, elle est tenue de désigner un représentant permanent, personne physique, parmi ses associés, gérants, administrateurs ou travailleurs qui sera chargé de l'exécution de ce mandat au nom et pour le compte de la personne morale. L'administrateur-personne morale ne peut révoquer son représentant permanent qu'en désignant simultanément un successeur. En ce qui concerne la nomination et la cessation de la mission du représentant permanent, les règles de publicité seront les mêmes que pour les personnes qui exerceraient cette mission en leur nom propre et pour leur propre compte.

#### **19. VACANCE ANTICIPÉE**

En cas de vacance d'un poste d'administrateur, les administrateurs restants peuvent pourvoir au remplacement. Les administrateurs restants procéderont à cette nomination sur proposition des actionnaires de la catégorie A ou B en fonction de la catégorie des parts de l'administrateur démissionnaire. L'assemblée générale suivante prendra une décision définitive sur le choix de ce



remplaçant. L'administrateur ainsi désigné terminera le mandat de l'administrateur qu'il remplace. Il ne peut pas être fait usage de ce droit à la suppléance si la moitié des mandats au conseil d'administration sont vacants ; en pareil cas, l'assemblée générale doit être convoquée sans délai.

## **20. PRÉSIDENCE**

Le conseil d'administration élit, à la majorité simple des voix, un président parmi ses membres et un vice-président parmi les personnes qui appartiennent à la catégorie A. En cas d'absence ou d'empêchement du président, celui-ci sera remplacé par le vice-président. Le conseil d'administration peut encore créer d'autres fonctions.

## **21. POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour poser tous actes, tant de gestion que de disposition, nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet de la société. Tout ce qui n'est pas expressément réservé par la loi ou les statuts à l'assemblée générale relève de la compétence du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut, dans les limites de ses pouvoirs, donner des procurations spéciales à des mandataires de son choix.

Il peut confier la gestion journalière de la société à un ou à plusieurs administrateurs portant le titre d'administrateur délégué. Le conseil d'administration peut en outre, pour certains actes, déléguer ses pouvoirs à un ou à plusieurs de ses membres ou à d'autres personnes. Il peut ainsi créer un comité de gestion, déterminer les pouvoirs de ce comité et la rémunération éventuelle de ses membres.

## **22. RÉUNIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président ou de deux administrateurs, dont au moins un appartient à la catégorie A, chaque fois que les intérêts de la société l'exigent.

Les convocations mentionnent le lieu, la date, l'heure et l'ordre du jour de la réunion et sont envoyées cinq jours ouvrables au moins avant la réunion par courrier, fax, e-mail ou autre moyen écrit, sauf dans les cas d'urgence.

À défaut de président ou en cas d'empêchement du président, le conseil d'administration sera présidé par le vice-président. À défaut de vice-président ou en cas d'empêchement du vice-président, le conseil d'administration sera présidé par un administrateur désigné à cet effet par ses collègues.

La régularité de la convocation ne peut pas être contestée si tous les administrateurs sont présents ou régulièrement représentés.

## **23. DÉLIBÉRATIONS**

Les administrateurs forment un collège qui délibère et prend des décisions conformément aux dispositions des statuts et, si ces règles sont insuffisantes, conformément aux règles des organes représentatifs.

Le conseil d'administration n'est valablement constitué et ne peut délibérer et statuer valablement que si la majorité des administrateurs est présente et qu'au moins la majorité d'entre eux appartient à la catégorie A.

Si ce quorum de présence n'est pas atteint, le conseil d'administration devra être convoqué une nouvelle fois avec le même ordre du jour et il pourra alors valablement délibérer quel que soit le nombre d'administrateurs présents ou représentés appartenant à la catégorie A. La convocation à la deuxième réunion

sera envoyée trois jours ouvrables au moins avant la deuxième réunion. La deuxième réunion ne peut avoir lieu au plus tôt que le septième jour qui suit la première réunion et au plus tard quatorze jours après la première réunion.

Les administrateurs peuvent se faire représenter à la réunion par un autre administrateur, moyennant une procuration sous seing privé, le mandant étant alors réputé présent. Personne ne peut toutefois représenter plus d'un administrateur.

Le conseil d'administration peut se réunir par télé- ou vidéoconférence.

Le conseil d'administration ne peut statuer que sur les points inscrits à l'ordre du jour. Il ne peut délibérer et statuer valablement sur des points ne figurant pas à l'ordre du jour que si tous les administrateurs sont présents et y consentent. Ce consentement est acquis lorsque le procès-verbal ne fait état d'aucune objection.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix exprimées. Si un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent de voter, les décisions seront valablement prises à la majorité des voix des autres membres du conseil, présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du président sera prépondérante. Par dérogation à ce qui précède, les décisions suivantes ne peuvent toutefois être prises valablement qu'avec le consentement de la majorité de tous les administrateurs présents ou représentés, dont au moins un appartient à la catégorie A :

- a) l'ouverture de la société à l'admission et la détermination des conditions d'admission (notamment, sans que cette liste soit limitative : les conditions relatives à la qualité et le nombre maximal de parts à souscrire par associé) ;
- b) l'admission, la démission, le retrait et l'exclusion d'associés de la catégorie A ;
- c) l'approbation de cessions de titres de la société ;
- d) la distribution de dividendes intermédiaires et l'approbation d'une proposition de distribution de dividendes et, le cas échéant, de répartition du solde de liquidation à faire à l'assemblée générale ;
- e) toute opération entre la société et un ou plusieurs de ses actionnaires, administrateurs ou partenaires liés à un des actionnaires ou administrateurs ;
- f) les décisions en matière de cession d'actif et d'approbation d'une proposition de fusion, de scission ou de dissolution de la société à faire à l'assemblée générale ;
- g) la désignation et la révocation de l'administrateur délégué, de même que la détermination de ses pouvoirs ;
- h) la délégation de compétences à certains mandataires et fondés de pouvoir et la fixation des rémunérations correspondantes ;
- i) l'émission d'obligations, l'achat/la vente de titres, la reprise/cession/souscription de titres, l'octroi de prêts et la conclusion d'emprunts, l'octroi et la conclusion de crédits et d'avances, ainsi que la constitution de toute sûreté et/ou garantie ;
- j) l'achat ou la vente, ou toute autre forme d'acquisition ou d'aliénation d'un (droit dans un) actif quelconque pour plus de cent mille euros (100 000,00 EUR) ;

- k) la conclusion ; la modification ou la résiliation de contrats entraînant des dépenses ou des recettes (le cas échéant, totales) à concurrence de plus de dix mille euros (10 000,00 EUR) par exercice ;
- l) toute décision ayant un impact au moins égal à 10 % du total du bilan de la société ;
- m) les opérations qui sont plus particulièrement prescrites par le Code des sociétés ou d'autres dispositions légales ou réglementaires applicables et/ou les opérations qui nécessitent qu'une proposition spécifique ou un rapport particulier soient adressés aux actionnaires, y compris les actes posés à l'occasion d'un changement ou concernant un changement d'objet, les apports en nature et/ou la suppression du droit préférentiel à l'occasion d'augmentations de capital ou de réductions de capital, les « procédures d'alerte » au sens de l'article 431 du Code des sociétés, les fusions, scissions et/ou opérations y assimilées au sens du Code des sociétés, etc. ;
- n) la demande d'une procédure conformément à la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises en difficulté (telle que modifiée périodiquement), la demande d'une faillite, la demande de nomination ou l'approbation de la nomination d'un administrateur provisoire, d'un séquestre, d'un dépositaire, d'un fiduciaire ou d'une personne similaire ;
- o) les décisions en matière de budget, de stratégie, de plan à (moyen) long terme, de communication ;
- p) la conclusion de tout contrat, accord, engagement, de toute promesse ou obligation d'effectuer ou de participer à une ou à plusieurs des opérations susmentionnées.

Lorsqu'un administrateur a, directement ou indirectement, un intérêt de nature patrimoniale opposé à une décision ou à une opération relevant du conseil d'administration, il doit en informer les autres administrateurs avant que le conseil d'administration délibère sur ce point. Le procès-verbal fera état des raisons du conflit d'intérêts de l'administrateur concerné. L'administrateur concerné peut participer à la délibération et au vote. Cette procédure de conflit d'intérêts ne s'applique pas lorsque les décisions du conseil d'administration ont trait à des opérations habituelles conclues aux conditions et sous les garanties normales du marché pour des opérations de même nature.

#### **24. PROCÈS-VERBAUX**

Les délibérations du conseil d'administration, y compris celles tenues par vidéoconférence, téléconférence ou prise de décision écrite unanime, sont actées dans un procès-verbal qui est signé par les membres présents ou leur mandataire. Ce procès-verbal sera repris dans un registre spécial. Les procurations sont jointes aux procès-verbaux.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par deux administrateurs. Ce pouvoir peut être délégué à un mandataire.

#### **25. REPRÉSENTATION**

Dans tous les actes et toutes les relations de la société avec des associés ou d'autres personnes, en justice et dans tous les actes de la vie civile, la société est valablement représentée par deux administrateurs, dont un au moins appartient à la catégorie A, qui, sans avoir à justifier d'une décision ou d'une procuration du conseil d'administration, peuvent signer tous actes ou contrats

sans exception, comparaître devant tous tribunaux ou arbitres et certifier conformes des extraits de tous rapports sociaux ; tout cela sans préjudice du pouvoir de représentation général du conseil d'administration et sans préjudice des pouvoirs délégués, conformément aux dispositions de l'article 21 des présents statuts, à un ou à plusieurs administrateurs ou tiers.

Dans le cadre de l'exercice d'un mandat en tant qu'administrateur par une personne morale, celle-ci ne sera valablement représentée que par le représentant permanent, nommé par le conseil d'administration afin d'exercer ce mandat au nom et pour le compte de la société.

La société sera aussi valablement représentée par un mandataire, dans les limites de son mandat.

## **26. RÉMUNÉRATIONS**

Le mandat des administrateurs n'est pas rémunéré. Un jeton de présence peut cependant leur être octroyé et d'autres rémunérations peuvent être prévues pour les administrateurs chargés d'une délégation comportant des prestations spéciales ou permanentes, à l'exclusion toutefois d'une participation aux bénéfices.

## **27. CONTRÔLE**

Dans la mesure où cela est requis par la loi, le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité, au regard du Code des sociétés et des statuts, des opérations à constater dans les comptes annuels est confié à un ou à plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale parmi les membres de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises.

Les commissaires sont nommés pour un terme de trois ans renouvelable. Sous peine de dommages et intérêts, ils ne peuvent être révoqués en cours de mandat que pour de justes motifs par l'assemblée générale, à condition que la procédure décrite dans les articles 135 et 136 du Code des sociétés soit respectée.

À défaut de commissaire lorsque sa nomination est requise par la loi ou lorsque tous les commissaires se trouvent dans l'impossibilité d'exercer leurs fonctions, le conseil d'administration convoquera immédiatement l'assemblée générale de façon à pourvoir à leur nomination ou à leur remplacement.

## **TITRE V – ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

### **28. COMPOSITION ET POUVOIRS**

L'assemblée générale valablement constituée représente l'ensemble des associés. Sont réservées à sa compétence les décisions concernant la nomination et la révocation des administrateurs, du ou des commissaires, l'approbation des comptes annuels, l'affectation du bénéfice ou de la perte, la décharge à octroyer aux administrateurs et au(x) commissaire(s), la modification des statuts et la dissolution de la société.

### **29. BUREAU**

Chaque assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou, à défaut d'un président ou si le président est empêché, par le vice-président. À défaut d'un vice-président du conseil d'administration ou si le vice-président est empêché, l'assemblée générale est présidée par un autre administrateur désigné à cet effet par ses collègues.

Le président de l'assemblée peut désigner un secrétaire, qui ne doit pas nécessairement être actionnaire ou administrateur.

Si le nombre d'actionnaires le permet, l'assemblée générale peut élire deux scrutateurs. Les administrateurs présents complètent le bureau.

### **30. RÉUNIONS**

L'assemblée annuelle se réunira au cours des six premiers mois de l'exercice, le premier lundi du mois de juin à 10.00 heures au siège de la société ou à un autre lieu fixé par le conseil d'administration. Si le premier lundi du mois de juin est un jour férié légal, l'assemblée générale aura lieu le jour ouvrable suivant. Une assemblée générale spéciale ou extraordinaire peut être convoquée à tout moment, chaque fois que l'intérêt de la société l'exige.

### **31. CONVOCATION**

L'assemblée générale est convoquée par le président du conseil d'administration, le(s) commissaire(s) ou, le cas échéant, les liquidateurs. La convocation se fait par courrier recommandé à la poste, courrier ordinaire, fax ou courrier électronique quinze jours au moins avant la date de l'assemblée générale, avec indication de l'ordre du jour.

Le président du conseil d'administration doit convoquer une assemblée générale dans le mois qui suit une demande émanant d'associés détenant au moins un tiers du capital social, à condition que ceux-ci indiquent les points dont ils souhaitent débattre, ou après une demande du commissaire.

L'ordre du jour de l'assemblée annuelle comprendra au moins les éléments suivants : l'examen du rapport de gestion du conseil d'administration et, le cas échéant, du rapport du commissaire, l'examen et l'approbation des comptes annuels, la décharge aux administrateurs et, le cas échéant, au commissaire.

Pour être admis à l'assemblée générale, les associés doivent faire connaître à la société leur intention en la matière. Cette information doit, pour être valable, parvenir au siège de la société au plus tard deux jours ouvrables avant la date de l'assemblée générale, avec indication de leur adresse et de leur numéro d'actionnaire.

### **32. REPRÉSENTATION**

Les associés doivent signer une liste des présences. Chaque associé peut se faire représenter, moyennant une procuration sous seing privé, par un autre associé nommément cité, pour autant qu'aucun associé ne participe au vote pour plus d'un dixième du nombre de voix attachées aux parts représentées à l'assemblée. À défaut d'indication du nom de cet associé dans la procuration sous seing privé, la procuration sera réputée donnée aux membres du conseil d'administration qui sont présents à l'assemblée générale.

Le conseil d'administration peut déterminer la forme des procurations et les conditions de leur utilisation. La procuration doit être produite à la signature de la liste des présences. Le conseil d'administration peut accorder dispense de ces formalités.

### **33. DROIT DE VOTE**

Sauf dispositions contraires dans les présents statuts ou dans la loi, l'assemblée générale est valablement constituée, délibère et statue valablement, quel que soit le nombre d'associés présents ou représentés. L'assemblée générale peut uniquement délibérer et statuer sur les points inscrits à l'ordre du jour, à moins que tous les associés ne soient présents et que la décision soit prise à l'unanimité.

Chaque associé obtient une (1) voix par part. Le nombre de voix exprimées ne peut toutefois pas être supérieur, pour eux à titre personnel et comme mandataire, à un dixième des voix attachées aux parts représentées.

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix valablement exprimées. Les abstentions ne sont pas considérées comme des voix valablement exprimées. La décision relative à la nomination d'administrateurs nécessite cependant toujours l'approbation de la moitié plus une des voix exprimées attachées aux parts faisant partie de la catégorie A. Les décisions suivantes ne seront en outre adoptées que si elles obtiennent l'approbation de la moitié plus une du nombre total de voix exprimées et de la moitié plus une des voix exprimées attachées aux parts présentes ou représentées faisant partie de la catégorie A :

- a) l'approbation des comptes annuels ;
- b) la nomination et la révocation des administrateurs ;
- c) l'exercice de l'action sociale ;
- d) l'approbation des mesures proposées par le conseil d'administration en vue de redresser la situation dans le cadre de l'application de la procédure d'alerte conformément à l'article 431 du Code des sociétés ;
- e) une décision relative à la dissolution ou à la liquidation de la société ;
- f) la modification des statuts de la société ;
- g) la modification des droits attachés aux parts.

#### **34. MODIFICATION DES STATUTS**

L'assemblée générale peut modifier les statuts. Elle ne peut cependant délibérer et statuer sur une modification des statuts qu'à une majorité représentant les trois quarts des voix valablement exprimées et moyennant approbation de la moitié plus une des voix exprimées attachées aux parts faisant partie de la catégorie A. La moitié au moins des associés doit en outre être présente ou représentée.

Si le quorum de présence n'est pas atteint, une nouvelle assemblée générale devra être convoquée. Celle-ci pourra valablement statuer, quel que soit le nombre d'associés présents ou représentés. Les résolutions doivent être prises à une majorité représentant les trois quarts des voix valablement exprimées et obtenir l'approbation de la moitié plus une des voix exprimées attachées aux parts faisant partie de la catégorie A.

#### **35. DISSOLUTION DE LA SOCIÉTÉ**

En ce qui concerne les décisions relatives à une dissolution de la société, les mêmes règles que celles établies à l'article précédent seront observées.

#### **36. PROCÈS-VERBAUX**

Les procès-verbaux de l'assemblée générale seront transcrits ou rassemblés dans un registre spécial et seront signés par les membres du bureau. Les copies et les extraits sont signés par deux administrateurs. Chaque associé peut prendre connaissance des procès-verbaux au siège de la société.

### **TITRE VI – COMPTES ANNUELS – RÉPARTITION BÉNÉFICIAIRE**

#### **37. COMPTES ANNUELS**

L'exercice commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Le conseil d'administration dresse un inventaire chaque année après la clôture de l'exercice. Il fixe, le cas échéant, les conditions d'attribution et de paiement

d'une ristourne coopérative. Après la mise en concordance des comptes avec les données de l'inventaire, les administrateurs établissent les comptes annuels. Ces comptes annuels comprennent le bilan, le compte de résultat ainsi que l'annexe. Le conseil d'administration établit en outre un rapport de gestion conformément à la loi.

Les comptes annuels, le rapport de gestion et, le cas échéant, le rapport du commissaire peuvent être consultés par les associés au siège de la société quinze jours avant l'assemblée générale.

L'assemblée annuelle entend le rapport de gestion et, le cas échéant, le rapport du commissaire et approuve ou non les comptes annuels. Après l'approbation des comptes annuels, l'assemblée se prononce par un vote spécial sur la décharge des administrateurs et du commissaire.

### **38. BÉNÉFICE DE L'EXERCICE À AFFECTER**

Le bénéfice de l'exercice à affecter sera affecté comme suit sur décision de l'assemblée générale :

- a) 5 % au moins pour la constitution d'une réserve légale jusqu'au moment où ce fonds de réserve légal aura atteint 10 % du capital social conformément à la loi ;
- b) un intérêt calculé *pro rata temporis* à partir de la libération sur le montant libéré des parts, dont le taux ne peut pas dépasser celui fixé conformément à l'AR du 8 janvier 1962 fixant les conditions d'agrément des groupements nationaux de sociétés coopératives et des sociétés coopératives. Aucune distribution ne peut être faite lorsque, à la date de clôture du dernier exercice, l'actif net tel qu'il résulte des comptes annuels est ou deviendrait, à la suite d'une telle distribution, inférieur au montant de la part fixe du capital, augmenté de toutes les réserves qui, selon la loi ou les présents statuts, ne peuvent pas être distribuées.

La ristourne qui serait éventuellement accordée ne peut être distribuée aux associés qu'au prorata des opérations qu'ils ont traitées avec la société.

## **TITRE VII – DISSOLUTION – LIQUIDATION**

### **39. PROCÉDURE D'ALERTE**

Si, à la suite d'une perte subie, l'actif net est réduit à un montant inférieur à la moitié de la part fixe du capital social, l'assemblée générale doit, sauf dispositions plus strictes dans les statuts, être convoquée dans un délai n'excédant pas deux mois à dater du moment où la perte a été constatée ou aurait dû l'être en vertu de dispositions légales ou statutaires en vue de délibérer et de statuer, le cas échéant, selon les règles établies pour une modification des statuts, sur la dissolution de la société et éventuellement sur d'autres mesures annoncées dans l'ordre du jour.

Le conseil d'administration justifiera ses propositions dans un rapport spécial qui est mis à la disposition des associés au siège de la société quinze jours avant l'assemblée générale.

Si l'organe de gestion propose la poursuite des activités, il exposera dans son rapport les mesures qu'il compte adopter en vue de redresser la situation financière de la société. Ce rapport est annoncé dans l'ordre du jour. Un exemplaire de ce rapport est mis à la disposition de chaque associé. Une copie est également transmise sans délai aux personnes qui ont accompli les formalités prescrites par les statuts pour être admises à l'assemblée.

Les mêmes règles seront observées si, à la suite d'une perte subie, l'actif net est réduit à un montant inférieur à un quart de la part fixe du capital social, étant entendu que la dissolution aura lieu si elle est approuvée par un quart des voix exprimées à l'assemblée.

#### **40. LIQUIDATION ET RÉPARTITION**

En cas de dissolution volontaire de la société ou de dissolution prévue par la loi, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs désignés par l'assemblée générale. Si aucun liquidateur n'est désigné, les membres du conseil d'administration en fonction au moment de la dissolution agiront de plein droit en tant que liquidateurs, à condition que les dispositions du Code des sociétés soient respectées.

L'assemblée générale indique la façon dont la liquidation sera opérée et fixe les pouvoirs des liquidateurs. Les liquidateurs sont normalement habilités à effectuer toutes les opérations mentionnées dans le Code des sociétés, à moins que l'assemblée générale n'en décide autrement à la majorité simple des voix.

Après apurement des dettes, les parts sociales seront remboursées à concurrence de leur valeur nominale ou du montant de leur libération si elles n'ont pas été entièrement libérées. Le solde sera réparti entre les associés en proportion des parts souscrites par eux.

### **TITRE VIII – DISPOSITIONS DIVERSES**

#### **41. RÈGLEMENT D'ORDRE INTÉRIEUR**

Selon le règlement d'ordre intérieur, tous arrangements peuvent être pris, sans autre restriction que les dispositions légales et statutaires, concernant l'application des statuts et le règlement des affaires de la société en général, et tout ce qui est jugé être dans l'intérêt de la société peut être imposé aux associés ou à leurs ayants droit.

Toutes les questions relatives à la composition et au fonctionnement du conseil d'administration ou de l'assemblée générale ainsi qu'au contrôle de la société peuvent également être réglées par le règlement d'ordre intérieur.

Des sanctions telles que des amendes et la suspension de droits ou d'avantages sociaux peuvent être prévues pour confirmer les dispositions du règlement ou des statuts. Ces sanctions ne déchargent pas les personnes auxquelles elles sont appliquées de la responsabilité encourue par elles du fait de leurs actes répréhensibles.

Le règlement d'ordre intérieur est établi par le conseil d'administration, mais doit être soumis à l'assemblée générale qui l'approuve tel quel ou le rejette. Il en va de même pour les modifications.

### **III.- DISPOSITIONS TRANSITOIRES**

A l'instant, les associés se sont réunis et ont pris, à l'unanimité, les décisions suivantes, qui n'auront d'effet qu'au moment où la société sera dotée de la personnalité morale, c'est-à-dire au jour du dépôt de l'extrait du présent acte au greffe du tribunal de commerce compétent :

#### **1. Premier exercice social :**

Le premier exercice social commencera le jour du dépôt et se clôturera le 31 décembre 2016.

#### **2. Première assemblée générale annuelle :**



La première assemblée générale annuelle aura lieu en juin 2017.

3. Nomination des premiers administrateurs :

Les fondateurs décident de nommer 3 administrateurs de catégorie A:

1. Monsieur Xavier Nicolas Leblanc, né à Mons le 30 janvier 1972, numéro national 720130 197-34, domicilié à 7061 Soignies, rue du Foyau 34.

2. Madame Mieke Andrea Vavedin, née à Bilzen, le 19 janvier 1978, numéro national 780119 072-33, domiciliée à 3054 Oud-Heverlee, Maurits Noëstraat 118.

3. Madame Ingrid Jeanne Renson, née à Liège le 24 septembre 1979, numéro national 790924 126-03, domiciliée à 4577 Modave, rue du Bois Rosine 5.

Ils sont nommés pour une durée illimitée.

Leur mandat sera non rémunéré.

Le notaire soussigné attire l'attention sur le fait que les administrateurs seront éventuellement personnellement et solidairement responsables de tous engagements pris au nom et pour compte de la société en constitution dans la période entre l'acte de constitution et l'obtention par la société de sa personnalité juridique, à moins que la société, en application de et dans les termes prévus par l'article 60 du Code des sociétés, ne reprenne ces engagements. En application du même article, la société peut procéder à la reprise des engagements pris en son nom et pour son compte avant la signature de l'acte de constitution.

4. Commissaire :

Les fondateurs décident de nommer à la fonction de commissaire, la société civile ayant emprunté la forme d'une société coopérative à responsabilité limitée « KPMG », établie à avenue du Bourget 40, 1130 Bruxelles, qui conformément à l'article 132 du Code des sociétés, désigne comme représentant Monsieur Raf COX, réviseur d'entreprises, et ce pour une durée de trois (3) ans (années comptables au 31 décembre 2016, 2017 et 2018).

La rémunération du commissaire pour le premier exercice social terminant au 31 décembre 2016 s'élève à cinq mille euros (5.000 EUR). Cette rémunération sera adaptée annuellement à l'évolution de l'index santé.

5. Procurator registre des personnes morales, administration tva et banque carrefour des entreprises

Les fondateurs décident de conférer tous pouvoirs à madame Véronique Vansteelandt, qui à cet effet, a lu domicile au siège de la société constituée, ainsi qu'à ses employés, préposés et mandataires, avec droit de substitution, afin d'assurer les formalités auprès du registre des personnes morales et, le cas échéant, auprès de l'Administration de la Taxe sur la Valeur Ajoutée, ainsi qu'à un guichet d'entreprise en vue d'assurer l'inscription/la modification des données dans la Banque Carrefour des Entreprises.

**IV.- CLOTURE DE L'ACTE**

**FRAIS**

Les comparants déclarent que le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élèvent à deux mille deux cent trente-huit euros et septante-quatre cents (2.238,74 EUR).

### **CERTIFICAT D'IDENTITE**

Le Notaire soussigné certifie l'identité des comparants au vu des documents officiels prescrits par la loi.

### **INFORMATION - CONSEIL**

Les comparants déclarent que le notaire les a entièrement informés sur leurs droits, obligations et charges découlant des actes juridiques dans lesquels ils sont intervenus et qu'il les a conseillés en toute impartialité.

### **DROIT D'ECRITURE**

Le droit d'écriture s'élève à nonante-cinq euros (€ 95,00).

### **DONT ACTE**

Fait et dressé date et lieu que dessus

Les comparants nous déclarent qu'ils ont pris connaissance du projet du présent acte, le 14 décembre 2015, et que ce délai leur a été suffisant pour l'examiner utilement.

Et après lecture commentée en français et en néerlandais de l'acte et de ses annexes, intégrale en ce qui concerne les parties de l'acte visées à cet égard par la loi ainsi que les modifications qui ont été apportées au projet initial, et partiellement des autres dispositions, les comparants ont signé, avec nous, notaire associé.

<i>E-registration:</i>	<b>Rep. nr.:</b>	
Dossier 29267	<b>R.R. bijlage</b>	<b>100,00 €</b>
Oprichting EDF Luminus Wind Together	<b>R.R. :</b>	<b>50,00 €</b>
Akte van 18/12/2015	<b>ROG :</b>	<b>95,00 €</b>

### **«EDF Luminus Wind Together»**

Coöperatieve Vennootschap met Beperkte Aansprakelijkheid  
te 1000 Brussel, Markiesstraat 1

### **OPRICHTING – STATUTEN – BENOEMINGEN**

Het jaar **tweeduizend vijftien**,

Op **achttien december**,

Te Brussel, Markiesstraat 1

Voor Ons, Meester **Saskia CLAEYS**, Geassocieerd Notaris te Vorst-Brussel

### **ZIJN VERSCHENEN :**

1. De naamloze vennootschap « **EDF Luminus** », met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Markiesstraat 1, ingeschreven in het rechtspersonenregister te Brussel onder nummer BE (BTW) 0471.811.661.

2. De naamloze vennootschap « **WINDVISION WINDFARM LEUZE-EN-HAINAUT** », met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Markiesstraat 1, ingeschreven in het rechtspersonenregister te Brussel onder nummer BE (BTW) 0818.925.171.

3. De naamloze vennootschap « **Windfarm Bièvre** », met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Markiesstraat 1, ingeschreven in het rechtspersonenregister te Brussel onder nummer BE (BTW) 0818.920.124.

### Vertegenwoordiging - Volmachten

Alle comparanten zijn hier vertegenwoordigd door de Heer François Vincent Firket, geboren te Luik op 21 december 1984, nationaal nummer 841221 233-15, gedomicilieerd te 1020 Brussel, Vuurkruisenlaan 27, in het kader van onderhavige akte woonplaats kiezend op de zetel van de vennootschap in oprichting, handelend in hoedanigheid van bijzondere volmachtdrager ingevolge drie hieraangehechte onderhandse volmachten.

## I - OPRICHTING

Welke comparanten Ons, ondergetekende Notaris, verzocht hebben akte te verlenen dat zij onder elkaar vanaf heden een handelsvennootschap hebben opgericht en de statuten op te stellen van een Coöperatieve Vennootschap met Beperkte Aansprakelijkheid, genaamd «EDF Luminus Wind Together», met een vast maatschappelijk kapitaal van achttienduizend zeshonderd vijftwintig euro (18.625,00 EUR) verdeeld in honderd negenenvieftig (149) aandelen, elk met een nominale waarde van honderd vijftwintig euro (125,00 EUR).

Vooraf aan het verlijden van de akte, hebben comparanten in hun hoedanigheid van oprichters van de vennootschap en overeenkomstig de artikelen 391 en 405,5° van het Wetboek van vennootschappen aan ondergetekende Notaris het financiële plan overhandigd.

### Inschrijving door inbreng in geld

Comparanten verklaren dat op de honderd negenenvieftig (149) aandelen onmiddellijk in geld werd ingetekend, als volgt:

- door de naamloze vennootschap « **EDF Luminus** », voornoemd: 147 aandelen, zijnde voor achttienduizend driehonderd vijfenzeventig euro (18.375,00 EUR),
- door de naamloze vennootschap « **WINDVISION WINDFARM LEUZE-EN-HAINAUT** », voornoemd: 1 aandeel, zijnde voor honderd vijftwintig euro (125,00 EUR),
- de naamloze vennootschap « **Windfarm Bièvre** », voornoemd: 1 aandeel, zijnde voor honderd vijftwintig euro (125,00 EUR),

**Totaal : achttienduizend zeshonderd vijftwintig euro (18.625,00 EUR): 149 aandelen**

De comparanten verklaren dat op elk ingetekend aandeel een storting werd gedaan ten bedrage van de totaliteit, door storting in speciën gedaan op een bijzondere rekening met nummer BE86.3631.5547.2650, geopend namens de vennootschap in oprichting bij de ING Bank, derwijze dat de vennootschap vanaf heden de beschikking heeft over een som van achttienduizend zeshonderd vijftwintig euro (18.625,00 EUR).

Het bankattest de dato 18 december 2015 met betrekking tot voormelde storting werd aan de notaris overhandigd en blijft in zijn dossier bewaard.

### VERKLARINGEN

De comparanten erkennen:

- dat ondergetekende notaris voorlezing gegeven heeft van artikel 65 van het Wetboek van vennootschappen; luidens dit artikel moet elke vennootschap een naam voeren, die verschillend is van die van een andere vennootschap. Indien de naam gelijk is aan een andere of er zozeer op lijkt dat er verwarring

kan ontstaan, kan iedere belanghebbende hem doen wijzigen en, indien daartoe grond bestaat, schadevergoeding eisen. Niettegenstaande elk daarmee strijdig beding, zijn de oprichters of, bij latere naamswijziging, de leden van het bestuursorgaan hoofdelijk gehouden jegens de belanghebbenden tot betaling van de voormelde schadevergoeding;

- dat de notaris hen toelichting verstrekt heeft over de beschikkingen van het Wetboek van vennootschappen betreffende het financieel plan en betreffende de verantwoordelijkheid van de oprichters van een vennootschap wanneer deze opgericht wordt met een kennelijk ontoereikend kapitaal (artikelen 391 en 405,5° van het Wetboek van vennootschappen);

- te weten dat, indien de vennootschap binnen de twee jaar te rekenen vanaf de oprichting, in voorkomend geval met toepassing van artikel 60 van het Wetboek van vennootschappen, overweegt een vermogensbestanddeel te verkrijgen dat toebehoort aan één van de oprichters, bestuurders of vennoten, en waarvan de tegenwaarde minstens gelijk is aan één/tiende van het vaste gedeelte van het maatschappelijk kapitaal, deze verkrijging onderworpen is aan de voorafgaande goedkeuring van de algemene vergadering, beslissend met een gewone meerderheid van stemmen, wat ook het aantal aanwezige of vertegenwoordigde aandelen mogen zijn. In dat geval dient voorafgaandelijk aan de vermelde algemene vergadering een verslag opgemaakt te worden door de commissaris of bij ontstentenis door een bedrijfsrevisor aangesteld door het bestuur, alsook een bijzonder verslag opgesteld door het bestuur (artikel 396 van het Wetboek van vennootschappen).

Elke partij verklaart:

- bekwaam te zijn;
- niet onder voorlopig bewind te staan, of onder gerechtelijk raadsman te staan;
- in het algemeen, niet ontslagen te zijn van het beheer van haar goederen;
- niet failliet verklaard te zijn;
- geen verzoek tot gerechtelijke reorganisatie te hebben ingesteld (in het kader van de wet betreffende de continuïteit van de ondernemingen);
- geen verzoek tot collectieve schuldenregeling ingediend te hebben en niet de intentie te hebben dit te doen;
- dat haar identiteit /verschijning – vertegenwoordiging, conform is aan wat hierboven vermeld is.

## II.- STATUTEN

### TITEL I - NAAM - MAATSCHAPPELIJKE ZETEL - DOEL - DUUR

#### 1. VORM EN NAAM

De vennootschap heeft de vorm van een coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid en draagt de naam «**EDF Luminus Wind Together**».

Deze naam moet steeds worden voorafgegaan of gevolgd door de woorden "*coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid*" of de afkorting

"CVBA", of in het Frans door de woorden "*société cooperative à responsabilité limitée*" of de afkorting "SCRL".

Alle akten, facturen, aankondigingen, bekendmakingen, brieven, orders en andere stukken, al dan niet in elektronische vorm, moeten de volgende gegevens vermelden: de naam, de rechtsvorm, de nauwkeurige aanduiding van de zetel, het ondernemingsnummer, het woord "rechtspersonenregister" of de afkorting " RPR " gevolgd door de vermelding van de zetel van de rechtbank van het rechtsgebied waarbinnen de vennootschap haar zetel heeft en, in voorkomend geval, het feit dat de vennootschap in vereffening is.

## **2. MAATSCHAPPELIJKE ZETEL**

De maatschappelijke zetel van de vennootschap is gevestigd te 1000 Brussel, Markiesstraat 1.

De raad van bestuur kan deze verplaatsen naar iedere andere plaats in België zonder dat hiervoor noodzakelijk een statutenwijziging is vereist, tenzij de inachtneming van de taalwetgeving dit vereist. Zij draagt zorg voor de publicatie van elke verandering van de zetel van de vennootschap in de Bijlagen tot het Belgisch Staatsblad.

De raad van bestuur is eveneens bevoegd kantoren, bedrijfszetels, filialen en dochtervennootschappen in België en in het buitenland op te richten.

## **3. DOEL**

De vennootschap heeft tot doel:

- e) coöperatief kapitaal te verzamelen voor investeringen in en het verwerven van (delen van) activa en/of rechten in de sector van de hernieuwbare energie zoals onder meer windenergie, zonne-energie en waterkracht en advies activiteiten omtrent energiebesparende maatregelen. De investeringen kunnen gebeuren in de vorm van kapitaal of vreemd vermogen;
- f) het verenigen van verbruikers van alternatieve, duurzame en hernieuwbare energie;
- g) omwonenden van windturbineprojecten en andere hernieuwbare energieprojecten en andere burgers de kans te geven een bijdrage te leveren aan de realisatie van een duurzame en CO2-neutrale omgeving;
- h) de sensibilisatie, promotie, animatie en bevordering van hernieuwbare energie in zijn diverse toepassingen en de sensibilisatie, promotie, animatie en bevordering van een duurzaam gebruik van energie in het algemeen.

De vennootschap mag, in België en in het buitenland, alle industriële, handels- en financiële verrichtingen verwezenlijken die rechtstreeks of onrechtstreeks verband houden met haar maatschappelijk doel en haar onderneming kunnen uitbreiden of bevorderen. Zij mag alle roerende en onroerende goederen verwerven zelfs als deze noch rechtstreeks, noch onrechtstreeks verband houden met het doel van de vennootschap. Zij kan leningen verstrekken aan andere vennootschappen, zich borg stellen of zakelijke of persoonlijke zekerheden verlenen ten voordele van vennootschappen of particulieren.

Zij kan in het bijzonder via inbreng, fusie, inschrijving, financiële tussenkomst of op enige andere wijze, belangen nemen in alle verenigingen, ondernemingen of vennootschappen die een zelfde, gelijkaardig of verwant doel nastreven of die haar onderneming kunnen bevorderen. Zij kan de functies van bestuurder, zaakvoerder, directeur of vereffenaar in andere vennootschappen waarnemen.

#### **4. DUUR**

De vennootschap wordt opgericht voor een onbeperkte duur die ingaat vanaf de oprichting.

#### **TITEL II - KAPITAAL - AANDELEN**

#### **5. MAATSCHAPPELIJK KAPITAAL EN CATEGORIEËN VAN AANDELEN**

Het kapitaal is onbeperkt. Het kapitaal is deels vast en deels veranderlijk.

Het kapitaal wordt samengesteld uit een veranderlijk aantal aandelen van de categorieën A en B. Zowel de aandelen van de categorie A als de aandelen van categorie B hebben elk een nominale waarde van honderd vijftwintig euro (EUR 125).

Het vast gedeelte van het maatschappelijk kapitaal is vastgesteld op achttien duizend zeshonderd vijf en twintig euro (EUR 18.625).

Het vast gedeelte van het maatschappelijk kapitaal wordt uitsluitend vertegenwoordigd door aandelen van de categorie A. De aandelen van de categorie A worden voorbehouden aan de oprichters van de vennootschap of andere personen die door de oprichters worden aanvaard bij unanimititeit.

Het vast gedeelte van het maatschappelijk kapitaal kan enkel worden verhoogd of verminderd bij besluit van de algemene vergadering met inachtnaam van de regels voor een statutenwijziging en met naleving van de wettelijke vormvereisten in verband met de vaststelling van de kapitaalverhoging of kapitaalvermindering.

Een met het vast gedeelte van het kapitaal overeenstemmend aantal aandelen moet te allen tijde onderschreven zijn.

Het veranderlijke gedeelte van het maatschappelijk kapitaal wordt verhoogd respectievelijk verminderd door toetreding, respectievelijk uittreding of uitsluiting van vennoten, bij storting of terugneming van inbrengen. Deze verrichtingen geschieden zonder dat de statuten dienen gewijzigd te worden. De raad van bestuur beslist over een kapitaalverhoging van het veranderlijk gedeelte van het maatschappelijk kapitaal.

Het veranderlijk gedeelte van het maatschappelijk kapitaal wordt vertegenwoordigd door aandelen van de categorie A of de categorie B. De aandelen van de categorie B worden voorbehouden aan natuurlijke personen die in België hun woonplaats of verblijfplaats hebben en rechtspersonen met zetel in België die de doelstellingen van de coöperatieve vennootschap onderschrijven en als vennoot door de raad van bestuur zijn aanvaard. Behoudens voor de vennoten behorende tot de categorie A en behoudens andersluidende beslissing van de raad van bestuur is de maximum inschrijving per vennoot op aandelen categorie B beperkt tot 24 aandelen.

Desgevallend vraagt de algemene vergadering of de raad van bestuur bij een kapitaalverhoging met uitgifte van nieuwe aandelen een uitgiftepremie.

#### **6. AANSPRAKELIJKHEID**

De aansprakelijkheid van vennoten is beperkt tot het bedrag van hun inschrijving.

Onder de vennoten bestaat er geen solidariteit, noch onverdeeldheid.

#### **7. OPVRAGING VAN STORTING**

Elk aandeel dient onmiddellijk en volledig te worden volstort. Zolang een aandeel niet volstort is worden de rechten verbonden aan zulk niet volstort aandeel geschorst.

#### **8. AARD VAN DE EFFECTEN EN OVERDRAAGBAARHEID**

De aandelen zijn op naam. Buiten deze aandelen die inbrengen vertegenwoordigen, kan de coöperatieve vennootschap geen andere effecten

uitgeven, welke maatschappelijke rechten vertegenwoordigen of recht geven op een deel van de winst.

Zonder afbreuk te doen aan de dwingende wettelijke bepalingen, kunnen de aandelen op straffe van nietigheid slechts het voorwerp uitmaken van overdracht indien ze voorafgaandelijke goedkeuring heeft genoten van de raad van bestuur en dit niet voor gevolg heeft het aantal vennoten tot minder dan drie te herleiden. Indien, binnen de drie maanden te rekenen vanaf de verzending van de aanvraag tot goedkeuring, de raad van bestuur haar goedkeuring niet geweigerd heeft of indien ze geen andere overnemer heeft voorgesteld, dan kan de aandelenoverdracht geschieden zoals voorgesteld en met inachtnaam van de dwingende wettelijke bepalingen zoals voorzien door artikel 366 van het Wetboek van vennootschappen.

#### **9. UITOEFENING VAN AAN DE EFFECTEN VERBONDEN RECHTEN**

Ten aanzien van de vennootschap zijn de effecten ondeelbaar. Indien een effect aan verschillende personen toebehoort of indien de aan een aandeel verbonden rechten zijn verdeeld over meerdere personen, mag de raad van bestuur de uitoefening van de eraan verbonden rechten opschorten totdat één enkele persoon tegenover de vennootschap als houder van het effect is aangewezen. Indien de aandelen bezwaard zijn met vruchtgebruik, dan bezit de vruchtgebruiker het stemrecht, behoudens verzet vanwege de blote eigenaar, in welk geval het stemrecht wordt opgeschort tot er een gerechtelijke beslissing wordt genomen of tot er door de vruchtgebruiker en de blote eigenaar een onderling akkoord wordt bereikt.

#### **10. RECHTVERKRIJGENDEN**

De rechten en verplichtingen blijven aan het effect verbonden, in welke handen het ook overgaat.

### **TITEL III - VENNOTEN**

#### **11. BEVOEGDHEID RAAD VAN BESTUUR**

De raad van bestuur beslist op de door haar bepaalde tijdstippen over alles wat de aanvaarding, de ontslagneming en de uitsluiting van de vennoten en over alles wat de bijneming, de terugneming en de overdracht van aandelen betreft.

#### **12. TOETREDING EN EINDE VAN HET LIDMAATSCHAP**

De hierna ondergetekende oprichters zijn de eerste vennoten en vormen categorie A.

Om als vennoot aanvaard te worden moet men aangenomen worden door de raad van bestuur. De raad van bestuur mag in beginsel slechts nieuwe vennoten aanvaarden die beantwoorden aan de hierna vermelde voorwaarden.

De vennootschap mag de toetreding van vennoten niet uit speculatieve overwegingen weigeren, tenzij die vennoten niet voldoen aan de algemene toetredingsvoorwaarden of daden verrichten die met de belangen van de vennootschap strijdig zijn.

Aandelen behorende tot de categorie B, kunnen slechts worden onderschreven door natuurlijke personen die in België hun woonplaats of verblijfplaats hebben en rechtspersonen met zetel in België.

Met uitzondering van de vennoten behorende tot de categorie A en behoudens andersluidende beslissing van de raad van bestuur, kan geen enkele vennoot meer dan 24 aandelen van de vennootschap bezitten.

De beslissing van de raad van bestuur tot toetreding vermeldt het aantal aandelen waarop de nieuwe vennoot kan inschrijven en de inschrijvingsprijs voor de nieuwe aandelen waarop wordt ingeschreven. Bij gebreke van formele goedkeuring door de raad van bestuur binnen de drie maanden na de aanvraag tot toetreding, wordt de toetreding geweigerd, behoudens andersluidende beslissing door de raad van bestuur na voormelde periode van drie maanden.

Door de onderschrijving van het aandeel verbindt de vennoot zich ertoe de statuten, desgevallend het huishoudelijk reglement en de beslissingen van de algemene vergadering en de raad van bestuur, te aanvaarden en na te leven.

Boven het bedrag dat op hun aandelen dient gestort te worden, zijn de vennoten niet persoonlijk aansprakelijk voor de verbintenissen van de vennootschap, noch gehouden bij te dragen in de verliezen van de vennootschap.

De vennoten houden op deel uit te maken van de vennootschap ingevolge hun:

- d) uittreding;
- e) uitsluiting;
- f) overlijden, faillissement, kennelijk onvermogen, onbekwaamverklaring of ontbinding.

### **13. UITTREDING – TERUGNEMING VAN AANDELEN**

De vennoten mogen slechts (gedeeltelijk) uittreden na afloop van het vijfde jaar na intrede en slechts in de eerste helft van het boekjaar, mits een vooropzeg van één maand welke per elektronische post wordt gericht aan de raad van bestuur en slechts na goedkeuring door de raad van bestuur, met dien verstande dat de terugneming enkel betrekking kan hebben op aandelen die reeds vijf jaar zijn aangehouden door deze (gedeeltelijk) uittredende vennoot. Doen zij de aanzegging te laat dan heeft de uittreding eerst gevolg bij het begin van het daaropvolgend boekjaar. Bij gebreke van formele goedkeuring door de raad van bestuur binnen de drie maanden na de aanvraag tot (gedeeltelijke) uittreding, wordt de (gedeeltelijke) uittreding geweigerd, behoudens andersluidende beslissing door de raad van bestuur na voormelde periode van drie maanden.

De vennootschap mag de uittreding of de terugneming van aandelen weigeren en is verplicht deze te weigeren indien, door de uittreding of terugneming van aandelen, het vast gedeelte van het kapitaal, verhoogd met de niet-uitkeerbare reserves niet zou behouden blijven of de financiële toestand in gevaar gebracht zou worden.

De aanvaarding of de weigering van de uittreding of de terugneming van aandelen wordt per brief of per elektronische post meegedeeld aan de betrokken vennoot.

### **14. UITSLUITING**

Iedere vennoot kan om gegronde redenen worden uitgesloten door de raad van bestuur.

Bovendien kan de vennoot die niet langer beantwoordt aan de toetredingsvoorwaarden zoals opgenomen in artikel 12 van de statuten, die de bepalingen van de statuten of, desgevallend, van het huishoudelijk reglement overtreedt, die weigert zich te onderwerpen aan de beslissingen van de raad van bestuur, of van de algemene vergadering, die zijn verbintenissen tegenover de vennootschap niet naleeft, die aan de vennootschap enig nadeel berokkent of die handelingen stelt die strijdig zijn met de belangen van de vennootschap door de raad van bestuur uitgesloten worden, onverminderd het recht van de vennootschap



tot het instellen van een vordering tot schadevergoeding of het opleggen van een sanctie, desgevallend verder bepaald door het huishoudelijk reglement.

Aangaande de vennoot wiens uitsluiting wordt gevraagd doet de raad van bestuur een met redenen omkleed voorstel tot uitsluiting. Dit voorstel tot uitsluiting wordt bij aangetekend schrijven aan de uit te sluiten vennoot ter kennis gebracht en hij wordt uitgenodigd om daarop binnen één maand na deze kennisgeving zijn schriftelijke opmerkingen ter kennis te brengen aan de raad van bestuur. Indien hij daarom verzoekt in het schrijven dat zijn opmerkingen bevat, moet de vennoot door de raad van bestuur worden gehoord.

De uitsluiting heeft noodzakelijk betrekking op alle aandelen van de betrokken vennoot.

### **15. VENNOTENREGISTER**

De eigendom van de aandelen wordt bewezen door de inschrijving in het vennotenregister, dat op de zetel van de vennootschap wordt bijgehouden.

Het bestuursorgaan van de vennootschap wordt belast met de inschrijvingen in het vennotenregister. Deze bevoegdheid kan worden opgedragen aan een lasthebber.

Het vennotenregister wordt gehouden volgens de wettelijke voorschriften en bevat de volgende vermeldingen: 1° de naam, de voornamen en de woonplaats van elke vennoot;

2° het aantal aandelen met vermelding van de categorie dat elke vennoot bezit, alsmede de inschrijvingen op nieuwe aandelen en de terugbetalingen, met opgave van de datum;

3° de overgangen en overdrachten van aandelen, met hun datum;

4° de datum van toetreding, uittreding of uitsluiting van elke vennoot;

5° de gedane stortingen;

6° de opgave van de bedragen die voor de uittreding, voor de gedeeltelijke terugnemering van aandelen en voor de terugnemering van stortingen worden aangewend.

In geval van uitsluiting dient het uittreksel van het proces-verbaal van de uitsluiting te worden ingeschreven in het register. Binnen vijftien dagen moet een voor eensluidend afschrift per aangetekende brief overgemaakt worden aan de uitgesloten vennoot.

Ingeval van overlijden, faillissement, onbekwaamverklaring of kennelijk onvermogen van een vennoot, wordt de datum van het feit of het vonnis in het register opgetekend.

### **16. TERUGBETALING VAN AANDELEN**

De vennoot die uittredend of uitgesloten is of zijn aandelen gedeeltelijk heeft laten terugnemen, kan de ontbinding en vereffening van de vennootschap niet vorderen, maar slechts de uitkering van de waarde van het scheidingsaandeel. In alle gevallen van beëindiging van het aandeelhouderschap zoals hoger bepaald, wordt het scheidingsaandeel berekend volgens de waarde van het aandeel zoals die zal blijken uit de balans van het boekjaar waarin deze gebeurtenis heeft plaatsgehad. De vennoot heeft bij het einde van zijn lidmaatschap echter slechts recht op maximaal de nominale waarde van zijn aandeel, of minder, indien de boekwaarde van het eigen vermogen per aandeel (op basis van de goedgekeurde balans van het lopende boekjaar) lager is dan de nominale waarde ervan en de vennoot kan geen aanspraak maken op de reserves. Het scheidingsaandeel, wanneer dit verschuldigd is, wordt uitbetaald in geld uiterlijk 15 dagen na goedkeuring van de

balans tenzij de raad van bestuur besluit om de terugbetaling vroeger te laten plaatsvinden bij wijze van (desgevallend terugvorderbaar) voorschot.

Geen uitkering van het scheidingsaandeel kan worden gedaan indien daardoor het netto- actief van de vennootschap zou dalen beneden het bedrag van het in deze statuten vermelde vaste gedeelte van het kapitaal, vermeerderd met alle reserves die volgens de wet of de statuten niet mogen uitgekeerd worden.

#### **17. INNING VAN DE TEGENWAARDE VAN DE AANDELEN**

In geval van overlijden, faillissement, kennelijk onvermogen of onbekwaamverklaring van een vennoot hebben zijn erfgenamen, schuldeisers of vertegenwoordigers recht op de uitkering van de tegenwaarde van zijn aandelen zoals in het voorgaande artikel 16 bepaald. De betaling zal plaatsvinden volgens de modaliteiten uiteengezet in datzelfde artikel.

### **TITEL IV - BESTUUR EN CONTROLE**

#### **18. SAMENSTELLING VAN DE RAAD VAN BESTUUR**

De vennootschap wordt bestuurd door een raad van bestuur die is samengesteld uit minstens drie en maximum vijf leden, benoemd door de algemene vergadering. De bestuurders kunnen te allen tijde door de algemene vergadering worden ontslagen.

De vennoten die aandelen van de categorie A aanhouden hebben het recht om aan de algemene vergadering kandidaten voor te dragen voor de invulling van maximaal drie bestuursmandaten (bestuurders behorende tot de categorie A).

De vennoten die aandelen van de categorie B aanhouden hebben het recht om aan de algemene vergadering kandidaten voor te dragen voor de invulling van maximaal twee bestuursmandaten (bestuurders behorende tot de categorie B). De kandidaat bestuurders voorgedragen door de vennoten die aandelen van de categorie B aanhouden dienen eveneens vennoot te zijn op het ogenblik van hun voordracht en gedurende de volledige looptijd van hun bestuursmandaat. Indien de bestuurder van de categorie B geen aandelen van de categorie B meer aanhoudt, is hij van rechtswege ontslagnemend.

De algemene vergadering van de vennootschap stelt de duur van het mandaat vast. Indien geen termijn wordt vastgesteld wordt het mandaat geacht voor onbepaalde duur te zijn. Een bestuurder kan ontslagen worden door de algemene vergadering van de vennootschap.

Wanneer een rechtspersoon tot bestuurder wordt benoemd, is deze verplicht onder zijn vennoten, zaakvoerders, bestuurders of werknemers een vaste vertegenwoordiger, natuurlijk persoon, te benoemen die belast wordt met de uitvoering van deze opdracht in naam en voor rekening van de rechtspersoon. De bestuurder- rechtspersoon mag zijn vaste vertegenwoordiger niet ontslaan zonder tegelijk een opvolger te benoemen. Voor de benoeming en de beëindiging van de opdracht van de vaste vertegenwoordiger gelden dezelfde regels van openbaarmaking alsof hij deze opdracht in eigen naam en voor eigen rekening zou vervullen.

#### **19. VOORTIJDIGE VACATURE**

Indien het mandaat van een bestuurder vacant wordt, kunnen de overblijvende bestuurders in de vervanging voorzien. De overblijvende bestuurders zullen deze benoeming doen op voordracht van de aandeelhouders categorie A of B al naargelang de categorie van aandelen die de uittredende bestuurder had voorgesteld. De eerstkomende algemene vergadering bevestigt deze

plaatsvervanger in zijn mandaat of niet. De nieuw gekozen bestuurder doet de tijd uit van hem die hij vervangt. Van dit recht tot plaatsvervangings kan geen gebruik gemaakt worden indien de helft van de mandaten in de raad van bestuur onbezet is; in zulk geval moet de algemene vergadering zonder uitstel bijeengeroepen worden.

## **20. VOORZITTERSCHAP**

De raad van bestuur kiest bij gewone meerderheid onder zijn leden een voorzitter en een ondervoorzitter onder de personen die behoren tot categorie A. In geval van afwezigheid of belet van de voorzitter, wordt hij vervangen door de ondervoorzitter. De raad van bestuur kan nog andere functies instellen.

## **21. BEVOEGDHEDEN VAN DE RAAD VAN BESTUUR**

De raad van bestuur heeft de meest uitgebreide bevoegdheid voor alle handelingen, zowel van beheer als van beschikking, die nodig of dienstig zijn voor de verwezenlijking van het doel van de vennootschap. Alles wat niet uitdrukkelijk door de statuten of door de wet aan de beslissing van de algemene vergadering wordt voorbehouden ligt in de bevoegdheid van de raad van bestuur.

De raad van bestuur mag, binnen de grenzen van zijn bevoegdheden, bijzondere volmachten geven aan lasthebbers van zijn keuze.

De raad van bestuur mag het dagelijks bestuur van de vennootschap toevertrouwen aan één of meer bestuurders met de titel van gedelegeerd bestuurder. Verder kan de raad van bestuur voor bepaalde handelingen zijn bevoegdheid overdragen aan één of meer van zijn leden of aan andere personen. Aldus kan hij een bestuurscomité instellen en diens bevoegdheden en de eventuele vergoeding van zijn leden regelen.

## **22. VERGADERINGEN VAN DE RAAD VAN BESTUUR**

De raad van bestuur wordt bijeengeroepen door de voorzitter of door twee bestuurders, waaronder minstens één bestuurder uit categorie A, telkens de belangen van de vennootschap het vereisen.

De oproepingen vermelden de plaats, datum, uur en agenda van de vergadering en worden ten minste vijf werkdagen voor de vergadering per brief, telefax, e-mail of op een andere schriftelijke wijze verzonden, behoudens in dringende gevallen.

Bij gebrek aan een voorzitter of indien de voorzitter is verhinderd, wordt de raad van bestuur voorgezeten door de ondervoorzitter. Bij gebrek aan een ondervoorzitter of indien de ondervoorzitter is verhinderd, wordt de raad van bestuur voorgezeten door een bestuurder door zijn collega's daartoe aangeduid.

De regelmatigheid van de bijeenroeping kan niet worden betwist indien alle bestuurders aanwezig of regelmatig vertegenwoordigd zijn.

## **23. BERAADSLAGING**

De bestuurders vormen een college dat beraadslaagt en besluit volgens de bepalingen van de statuten en, bij ontoereikendheid van deze bepalingen, volgens de regels van de vertegenwoordigende lichamen.

De raad van bestuur is slechts geldig samengesteld en kan slechts geldig beraadslagen en besluiten indien de meerderheid van de bestuurders aanwezig is, en minstens de meerderheid van de bestuurders behorende tot categorie A.

Indien dit aanwezigheidsquorum niet wordt bereikt, dient een nieuwe vergadering te worden bijeengeroepen met dezelfde agenda die geldig zal beraadslagen ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde bestuurders behorende tot de categorie A. De uitnodiging tot de tweede vergadering zal minstens drie

werkdagen voor de tweede vergadering worden verstuurd. De tweede vergadering kan slechts plaats vinden ten vroegste de zevende en ten laatste de veertiende dag na de eerste vergadering.

De bestuurders kunnen zich bij onderhandse volmacht op de vergadering laten vertegenwoordigen door een andere bestuurder, de volmachtgever wordt dan geacht aanwezig te zijn. Niemand mag echter meer dan één bestuurder vertegenwoordigen.

De raad van bestuur kan vergaderen per telefoon- of videoconferentie.

De raad van bestuur kan slechts besluiten over de punten van de agenda. Over punten die niet in de agenda vermeld zijn, kan slechts rechtsgeldig worden beraadslaagd en besloten wanneer alle bestuurders aanwezig zijn en ermee instemmen. Deze instemming is verworven, wanneer uit de notulen blijkt dat geen bezwaar werd gemaakt.

De besluiten van de raad van bestuur worden genomen bij meerderheid van de uitgebrachte stemmen. Indien één of meer bestuurders zich van de stemming onthouden, worden de beslissingen op geldige wijze getroffen bij meerderheid van de stemmen van de overige, aanwezige of vertegenwoordigde leden van de raad. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend. Volgende beslissingen kunnen in afwijking van het voorgaande evenwel slechts geldig worden genomen met de instemming van de meerderheid van alle aanwezige of vertegenwoordigde bestuurders waaronder minstens 1 bestuurder behorende tot de categorie A:

- q) het openstellen van de vennootschap voor toetreding en het bepalen van de toetredingsvoorwaarden (waaronder onder meer doch niet limitatief: de hoedanigheidsvereisten en het maximaal per vennoot te onderschrijven aantal aandelen);
- r) de toetreding, uittreding, terugneming en uitsluiting van vennoten categorie A;
- s) de goedkeuring van overdrachten van effecten van de vennootschap;
- t) de uitkering van interimdividenden en de goedkeuring van het voorstel aan de algemene vergadering tot uitkeringen van dividenden en desgevallend verdeling van het liquidatiesaldo;
- u) elke verrichting tussen de vennootschap en één of meer van haar aandeelhouders of bestuurders of partners verbonden met één van de aandeelhouders of met één van de bestuurders;
- v) beslissingen inzake overdracht van activa en goedkeuring van het voorstel aan de algemene vergadering tot fusie, splitsing of ontbinding van de vennootschap;
- w) het aanstellen, ontslaan en bepalen van de bevoegdheden van de gedelegeerd bestuurder;
- x) de delegatie van bevoegdheden aan bijzondere lasthebbers en volmachtdraggers en vaststelling van de vergoedingen dienaangaande;
- y) uitgifte van obligaties, aankoop/verkoop van waardepapieren, overname/overdracht/inschrijving op effecten, het verlenen en het aangaan van leningen, kredieten of voorschotten alsook het stellen van enigerlei zekerheden en/of waarborgen;
- z) de aankoop of verkoop of het anderszins verwerven of vervreemden van (enig recht in) enig actief voor meer dan honderd duizend euro (EUR 100.000,00);

- aa) het aangaan; wijzigen of beëindigen van overeenkomsten die (in voorkomend geval totale) uitgaven of ontvangsten ten belope van meer dan tien duizend euro (EUR 10.000,00) per boekjaar meebrengen;
- bb) iedere beslissing die een impact heeft van ten minste 10% van het balanstotaal van de vennootschap;
- cc) verrichtingen die in het bijzonder zijn voorgeschreven door het Wetboek van vennootschappen of andere toepasselijke wettelijke c.q. reglementaire bepalingen en/of verrichtingen die meebrengen dat er een specifiek voorstel c.q. een bijzonder verslag aan de aandeelhouders moet worden gericht, met inbegrip van handelingen gesteld ter gelegenheid van of met betrekking tot doelwijziging, inbrengen in natura en/of opheffingen van het voorkeurrecht ter gelegenheid van kapitaalverhogingen, kapitaalverminderingen, “alarmbelprocedures” in de zin van artikel 431 van het Wetboek van vennootschappen, fusies, splitsingen en/of daarmee gelijkgestelde verrichtingen in de zin van het Wetboek van vennootschappen, enz.;
- dd) het aanvragen van een procedure overeenkomstig de wet van 31 januari 2009 betreffende de continuïteit van ondernemingen in moeilijkheden (zoals van tijd tot tijd gewijzigd), het aanvragen van een faillissement, het aanvragen of instemmen met de benoeming van een voorlopig bewindvoerder, sekwester, bewaarnemer, trustee of gelijkaardige persoon;
- ee) beslissingen inzake budget, strategie, (middel)lange termijn plan, communicatie;
- ff) het aangaan van enige overeenkomst, afspraak, verbintenis, belofte, toezegging of engagement tot het verrichten of deelnemen in een of meer van de voorgaande verrichtingen.

Indien een bestuurder die, rechtstreeks of onrechtstreeks, een belang van vermogensrechtelijke aard heeft dat strijdig is met een beslissing of een verrichting die tot de bevoegdheid behoort van de raad van bestuur, dient hij de andere bestuurders hierover te informeren voor de raad van bestuur over het punt beraadslaagt. De notulen maken melding van de redenen van het belangenconflict van de betrokken bestuurder. De betrokken bestuurder kan aan de beraadslaging en stemming deelnemen. Deze belangenconflictenprocedure is niet van toepassing wanneer de beslissingen van de raad van bestuur betrekking hebben op gebruikelijke verrichtingen die plaatshebben onder de voorwaarden en tegen de zekerheden die op de markt gewoonlijk gelden voor soortgelijke verrichtingen.

#### **24. NOTULEN**

De beraadslagingen van de raad van bestuur, met inbegrip van deze gehouden per videoconferentie, teleconferentie of via unanieme schriftelijke besluitvorming, worden vastgelegd in notulen die door de aanwezige leden of hun lasthebber worden ondertekend. Deze notulen worden in een speciaal register opgenomen. De volmachten worden aan de notulen gehecht.

De afschriften of uittreksels, in rechte of anderszins voor te leggen, worden door twee bestuurders ondertekend. Deze bevoegdheid kan worden opgedragen aan een lasthebber.

#### **25. VERTEGENWOORDIGING**

In alle handelingen en betrekkingen van de vennootschap met vennoten of met anderen, in of buiten rechte, is zij geldig vertegenwoordigd door twee bestuurders, waarvan minstens één behorende tot de categorie A, die, zonder van een

beslissing of volmacht van de raad van bestuur te moeten doen blijken, alle akten of overeenkomsten zonder uitzondering mogen ondertekenen, voor alle rechtbanken of scheidslieden verschijnen en uittreksels uit alle maatschappelijke verslagen echt verklaren; dit alles onverminderd de algemene vertegenwoordigingsmacht van de raad van bestuur en onverminderd de bevoegdheid die, volgens de bepalingen van artikel 21 van deze statuten, aan één of meer bestuurders of derden opgedragen wordt.

In het kader van de uitoefening van een mandaat als bestuurder door een rechtspersoon wordt deze enkel rechtsgeldig vertegenwoordigd door de vaste vertegenwoordiger, die door de raad van bestuur benoemd werd ten einde dit mandaat in naam en voor rekening van de vennootschap uit te oefenen.

De vennootschap wordt eveneens geldig vertegenwoordigd door een lasthebber, binnen de perken van zijn mandaat.

## **26. VERGOEDINGEN**

Het mandaat van de bestuurders is onbezoldigd. Wel kan hen een presentiegeld toegekend worden, en voor de bestuurders belast met een afvaardiging voor bijzondere of permanente opdrachten kunnen andere beloningen worden voorzien, met uitsluiting evenwel van een deelneming in de winst.

## **27. CONTROLE**

In de mate waarin vereist door de wet, wordt de controle op de financiële toestand, op de jaarrekening en op de regelmatigheid vanuit het oogpunt van het Wetboek van vennootschappen en van de statuten, van de verrichtingen weer te geven in de jaarrekening, opgedragen aan één of meer commissarissen die worden benoemd door de algemene vergadering onder de leden van het Instituut der Bedrijfsrevisoren.

De commissarissen worden benoemd voor een hernieuwbare termijn van drie jaar. Op straffe van schadevergoeding kunnen zij tijdens hun opdracht alleen om wettige redenen door de algemene vergadering worden ontslagen, mits eerbiediging van de procedure beschreven in de artikelen 135 en 136 van het Wetboek van vennootschappen.

Bij ontstentenis van commissaris wanneer zijn benoeming door de wet vereist is of wanneer alle commissarissen zich in de onmogelijkheid bevinden om hun taak uit te voeren, roept de raad van bestuur onmiddellijk de algemene vergadering bijeen om in hun benoeming of vervanging te voorzien.

## **TITEL V - ALGEMENE VERGADERING**

### **28. SAMENSTELLING EN BEVOEGDHEDEN**

De geldig samengestelde algemene vergadering vertegenwoordigt al de vennoten. Aan haar bevoegdheid zijn voorbehouden, de beslissingen omtrent de benoeming en het ontslag van de bestuurders, van de commissaris(sen), de goedkeuring van de jaarrekening, de bestemming van winst of verlies, de kwijting aan de bestuurders en de commissaris, de wijziging van de statuten en de ontbinding van de vennootschap.

### **29. BUREAU**

Iedere algemene vergadering wordt voorgezeten door de voorzitter van de raad van bestuur of, bij gebreke van een voorzitter of indien de voorzitter verhinderd is, door de ondervoorzitter. Bij gebreke van een ondervoorzitter van de raad van bestuur of indien de ondervoorzitter verhinderd is, wordt de algemene vergadering

voorzeten door een andere bestuurder die door zijn collega's daartoe werd aangeduid.

De voorzitter van de vergadering mag een secretaris aanduiden, die niet noodzakelijk aandeelhouder of bestuurder dient te zijn.

Indien het aantal aandeelhouders dit toelaat kan de algemene vergadering twee stemopnemers kiezen. De aanwezige bestuurders vullen het bureau aan.

### **30. VERGADERING**

De jaarvergadering komt bijeen in de loop van de eerste zes maanden van het boekjaar, op de eerste maandag van de maand juni om 10.00 uur op de zetel van de vennootschap of op een andere plaats bepaald door de raad van bestuur. Indien de eerste maandag van de maand juni een wettelijke feestdag is, vindt de algemene vergadering de daaropvolgende werkdag plaats. Te allen tijde kan een bijzondere of buitengewone algemene vergadering worden bijeengeroepen telkens het belang van de vennootschap het vereist.

### **31. BIJEENROEPING**

De voorzitter van de raad van bestuur, de commissaris(sen) of in voorkomend geval de vereffenaars roepen de algemene vergadering bijeen. De oproeping gebeurt ten minste vijftien dagen voor datum van de algemene vergadering, per post aangetekende brief, per gewone brief, per fax of per elektronische post verstuurd, en met opgave van de agenda.

De voorzitter van de raad van bestuur dient een algemene vergadering bijeen te roepen binnen de maand na verzoek van vennoten die ten minste een derde van het maatschappelijk kapitaal aanhouden, op voorwaarde dat ze de te bespreken agendapunten opgeven, of na verzoek van de commissaris.

De agenda van de jaarvergadering zal ten minste omvatten: de bespreking van het jaarverslag van de raad van bestuur en in voorkomend geval, het verslag van de commissaris, de bespreking en de goedkeuring van de jaarrekening, de kwijting aan de bestuurders en desgevallend aan de commissaris.

Om te worden toegelaten tot de algemene vergadering dienen de vennoten hun voornemen dienaangaande te melden aan de vennootschap. Deze melding moet om geldig te zijn op de zetel van de vennootschap toekomen, ten laatste twee werkdagen voor de datum van de algemene vergadering, met vermelding van hun adres en aandeelhoudersnummer.

### **32. VERTEGENWOORDIGING**

De vennoten moeten een aanwezigheidslijst ondertekenen. Elke vennoot mag zich bij onderhandse volmacht doen vertegenwoordigen door een andere bij naam genoemde vennoot, voor zover geen enkele vennoot aan de stemming deelneemt voor meer dan één/tiende van het aantal stemmen verbonden aan de aandelen die op de vergadering vertegenwoordigd zijn. Bij gebreke van opgave van de naam van zulke vennoot in de onderhandse volmacht, zal de volmacht geacht te zijn verleend aan de leden van de raad van bestuur die aanwezig zijn op de algemene vergadering.

De raad van bestuur mag de vorm van de volmachten en de voorwaarden van hun gebruik bepalen. De volmacht dient bij de ondertekening van de aanwezigheidslijst voorgelegd te worden. De raad van bestuur kan van deze formaliteiten vrijstelling verlenen.

### **33. STEMRECHT**

Voor zover in deze statuten of de wet niets anders wordt bepaald, is de algemene vergadering geldig samengesteld en beraadslaagt en besluit zij op geldige wijze wat ook het aantal aanwezige of vertegenwoordigde vennoten zij. De algemene vergadering kan enkel beraadslagen en besluiten over de punten die voorkomen op de agenda, tenzij wanneer alle vennoten aanwezig zijn en daartoe eenparig besloten wordt.

Elke vennoot bekomt één (1) stem per aandeel. Het aantal uitgebrachte stemmen mag voor hen persoonlijk en als lasthebber echter niet hoger liggen dan één tiende van de aan de vertegenwoordigde aandelen verbonden stemmen.

De beslissingen worden genomen bij gewone meerderheid van geldig uitgebrachte stemmen. Onthoudingen worden niet als geldig uitgebrachte stemmen aangezien.

De beslissing tot benoeming van bestuurders dient evenwel steeds te gebeuren met goedkeuring van de helft plus één van de uitgebrachte stemmen verbonden aan de aandelen behorende tot de categorie A. Bovendien zijn volgende beslissingen alleen aangenomen wanneer ze de goedkeuring van de helft plus één van de totaal uitgebrachte stemmen én de helft plus één van de uitgebrachte stemmen verbonden aan de aanwezige of vertegenwoordigde aandelen behorende tot de categorie A hebben verkregen:

- h) de goedkeuring van de jaarrekening;
- i) de benoeming en het ontslag van bestuurders;
- j) het instellen van de vennootschapsvordering;
- k) de goedkeuring van de door de raad van bestuur voorgestelde herstelmaatregelen in het kader van de toepassing van de alarmbelprocedure overeenkomstig artikel 431 van het Wetboek van vennootschappen;
- l) een beslissing inzake de ontbinding of de vereffening van de vennootschap;
- m) wijzigingen van de statuten van de vennootschap;
- n) wijziging van de rechten verbonden aan de aandelen.

### **34. STATUTENWIJZIGING**

De algemene vergadering mag de statuten wijzigen. Over wijzigingen aan de statuten kan de algemene vergadering slechts beraadslagen en besluiten met een meerderheid van drie vierde van de geldig uitgebrachte stemmen en met de helft plus één van de uitgebrachte stemmen verbonden aan de aandelen behorende tot de categorie A. Tevens dient ten minste de helft van de vennoten aanwezig of vertegenwoordigd te zijn.

Indien het aanwezigheidsquorum niet wordt bereikt, moet een nieuwe algemene vergadering bijeengeroepen worden. Deze kan geldig beslissen, welk ook het aantal aanwezige of vertegenwoordigde vennoten zij. De beslissingen dienen genomen te worden met een meerderheid van drie vierde van de geldig uitgebrachte stemmen en met de helft plus één van de uitgebrachte stemmen verbonden aan de aandelen behorende tot de categorie A.

### **35. ONTBINDING VAN DE VENNOOTSCHAP**

Voor beslissingen over een ontbinding van de vennootschap wordt gehandeld zoals in voorgaand artikel.

### **36. NOTULEN**

De notulen van de algemene vergadering worden in een bijzonder register ingeschreven of bijeengebracht en worden ondertekend door de leden van het



bureau. Afschriften en uittreksels worden ondertekend door twee bestuurders. Elke vennoot kan op de zetel van de vennootschap kennis nemen van de notulen.

## **TITEL VI - JAARREKENING - WINSTVERDELING**

### **37. JAARREKENING**

Het boekjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december van elk jaar.

De raad van bestuur maakt elk jaar na de afsluiting van het boekjaar een inventaris op. Hij bepaalt in voorkomend geval de voorwaarden van toekenning en van uitbetaling van een coöperatieve teruggave (restorno). Nadat de rekeningen in overeenstemming zijn gebracht met de gegevens van de inventaris maken de bestuurders de jaarrekening op. Deze jaarrekening bestaat uit de balans, de resultatenrekening en de toelichting.

De raad van bestuur stelt bovendien een jaarverslag op overeenkomstig de wet.

De jaarrekening, het jaarverslag en desgevallend het verslag van de commissaris liggen ter inzage van de vennoten in de zetel van de vennootschap vijftien dagen voor de algemene vergadering.

De jaarvergadering hoort het jaarverslag en desgevallend het verslag van de commissaris en keurt al dan niet de jaarrekening goed. Na de goedkeuring van de jaarrekening, beslist de vergadering bij afzonderlijke stemming over de kwijting te verlenen aan de bestuurders en commissaris.

### **38. TE BESTEMMEN WINST VAN HET BOEKJAAR**

De te bestemmen winst van het boekjaar wordt bij beslissing van de algemene vergadering besteed als volgt:

- c) ten minste 5% tot vorming van een wettelijke reserve tot op het ogenblik dat het wettelijk reservefonds 10% van het maatschappelijk kapitaal heeft bereikt overeenkomstig de wet;
- d) een vergoeding *pro rata temporis* vanaf het moment van volstorting, aan het gestorte kapitaal op de aandelen die ten hoogste de rentevoet mag bedragen die wordt vastgesteld overeenkomstig het KB van 8 januari 1962 tot vaststelling van de voorwaarden tot erkenning van de nationale groeperingen van coöperatieve vennootschappen en van de coöperatieve vennootschappen. Geen uitkering mag geschieden indien op de datum van de afsluiting van het laatste boekjaar het netto-actief, zoals het blijkt uit de jaarrekening, is gedaald of zou dalen beneden het bedrag van het vaste gedeelte van het kapitaal vermeerderd met alle reserves die volgens de wet of deze statuten niet mogen uitgekeerd worden.

Een eventueel toe te kennen restorno mag aan de vennoten alleen worden uitgekeerd a rato van de verrichtingen die zij met de vennootschap hebben gedaan.

## **TITEL VII - ONTBINDING - VEREFFENING**

### **39. ALARMBELPROCEDURE**

Wanneer ten gevolge van geleden verlies het netto-actief gedaald is tot minder dan de helft van het vaste gedeelte van het maatschappelijk kapitaal, moet de algemene vergadering, behoudens strengere bepalingen in de statuten, bijeenkomen binnen een termijn van ten hoogste twee maanden nadat het verlies is vastgesteld of krachtens wettelijke of statutaire bepalingen had moeten worden vastgesteld om, in voorkomend geval, volgens de regels die voor een statutenwijziging zijn gesteld, te beraadslagen en te besluiten over de ontbinding van de vennootschap en eventueel over andere in de agenda aangekondigde maatregelen.

De raad van bestuur verantwoordt zijn voorstellen in een bijzonder verslag dat vijftien dagen voor de algemene vergadering ter beschikking van de vennoten wordt gesteld op de zetel van de vennootschap.

Indien het bestuursorgaan voorstelt de activiteit voort te zetten, geeft hij in het verslag een uiteenzetting van de maatregelen die hij overweegt te nemen tot herstel van de financiële toestand van de vennootschap. Dat verslag wordt in de agenda vermeld. Aan iedere vennoot wordt een afschrift ter beschikking gesteld. Er wordt ook onverwijld een afschrift gezonden aan degenen die voldaan hebben aan de formaliteiten, door de statuten voorgeschreven om tot de vergadering te worden toegelaten.

Op dezelfde wijze wordt gehandeld wanneer het netto-actief ten gevolge van geleden verlies gedaald is tot minder dan een vierde van het vaste gedeelte van het maatschappelijk kapitaal, met dien verstande dat de ontbinding plaats heeft wanneer zij wordt goedgekeurd door een vierde gedeelte van de ter vergadering uitgebrachte stemmen.

#### **40. VEREFFENING EN VERDELING**

Bij vrijwillige ontbinding van de vennootschap of bij ontbinding door de wet voorzien, zal de vereffening gedaan worden door één of meer vereffenaars, aangesteld door de algemene vergadering. Bij gebrek aan zulke aanstelling zullen de leden van de raad van bestuur, die op het tijdstip van de ontbinding in functie zijn, van rechtswege als vereffenaars optreden, mits naleving van de bepalingen van het Wetboek van vennootschappen.

De algemene vergadering duidt de wijze aan waarop de vereffening zal geschieden en legt de bevoegdheid van de vereffenaars vast. De vereffenaars zijn normaal bevoegd tot alle verrichtingen vermeld in het Wetboek van vennootschappen tenzij de algemene vergadering bij gewone meerderheid van stemmen anders beslist.

Na betaling van de schulden zullen de aandelen tegen hun nominale waarde of tegen het erop gestorte bedrag, indien zij niet volgestort waren, uitbetaald worden. Het nog overblijvende gedeelte zal worden verdeeld onder de vennoten in verhouding tot de door hen onderschreven aandelen.

### **TITEL VIII - DIVERSE BEPALINGEN**

#### **41. HUISHOUDELIJK REGLEMENT**

Bij huishoudelijk reglement mogen, zonder andere beperking dan de bepalingen van de wet en van de statuten, alle schikkingen worden getroffen nopens de toepassing van de statuten en de regeling van de maatschappelijke zaken in het algemeen, en kan de vennoten of hun rechthebbenden alles worden opgelegd wat in het belang van de vennootschap wordt geacht.

Alles wat de samenstelling en de werking van de raad van bestuur of van de algemene vergadering alsmede de controle van de vennootschap aangaat, mag aldus verder door het huishoudelijk reglement worden geregeld.

Sancties, waaronder boeten en schorsing van maatschappelijke rechten of voordelen, mogen erin worden voorzien, ter bekrachtiging van de bepalingen van het reglement of van de statuten. Deze sancties ontslaan degene, op wie zij toegepast worden, niet van de verantwoordelijkheid die hij door de laakbare handelingen zou hebben opgelopen.

Het huishoudelijk reglement wordt opgesteld door de raad van bestuur, doch moet aan de algemene vergadering worden voorgelegd die het ongewijzigd goedkeurt of verwierpt. Hetzelfde geldt voor wijzigingen.

### III.- OVERGANGSMAATREGELEN

Onmiddellijk hebben de oprichters vergaderd en hebben zij eenparig volgende beslissingen genomen, die slechts in werking zullen treden op het ogenblik dat de vennootschap rechtspersoonlijkheid verwerft, namelijk op de dag van neerlegging van een uittreksel van de onderhavige akte ter griffie van de territoriaal bevoegde rechtbank van koophandel:

#### 1. Eerste maatschappelijk boekjaar

Het eerste maatschappelijk boekjaar begint op de dag van neerlegging en wordt afgesloten op 31 december 2016.

#### 2. Eerste jaarlijkse algemene vergadering

De eerste algemene vergadering heeft plaats in juni 2017.

#### 3. Benoeming van de eerste bestuurders

De oprichters beslissen om 3 bestuurders catégorie A te benoemen:

1. De Heer Xavier Nicolas Leblanc, geboren te Mons op 30 januari 1972, nationaal nummer 720130 197-34, gedomicilieerd te 7061 Soignies, rue du Foyau 34.

2. Mevrouw Mieke Andrea Vavedin, geboren te Bilzen, op 19 januari 1978, nationaal nummer 780119 072-33, gedomicilieerd te 3054 Oud-Heverlee, Maurits Noëstraat 118.

3. Mevrouw Ingrid Jeanne Renson, geboren te Luik op 24 september 1979, nationaal nummer 790924 126-03, gedomicilieerd te 4577 Modave, rue du Bois Rosine 5.

Zij zijn benoemd voor onbepaalde duur.

Hun mandaat zal niet bezoldigd zijn.

Ondergetekende notaris wijst erop dat de bestuurders mogelijks persoonlijk en hoofdelijk aansprakelijk zullen zijn voor alle verbintenissen aangegaan in naam en voor rekening van de vennootschap in oprichting in de periode tussen de oprichtingsakte en de verkrijging door de vennootschap van haar rechtspersoonlijkheid, tenzij de vennootschap deze verbintenissen, in toepassing van en binnen de termijnen gesteld door artikel 60 van het Wetboek van Vennootschappen overneemt. In toepassing van zelfde artikel kan de vennootschap overgaan tot de bekrachtiging van de handelingen in haar naam en voor haar rekening gesteld vóór de ondertekening van de oprichtingsakte

#### 4. Commissaris

De oprichters beslissen tot commissaris te benoemen, de burgerlijke vennootschap die de vorm van een coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid heeft aangenomen «KPMG», gevestigd te Bourgetlaan 40, 1130 Brussel, die overeenkomstig artikel 32 van het Wetboek van vennootschappen als vertegenwoordiger de Heer Raf COX, bedrijfsrevisor, aanduidt, en dit voor een duur van drie (3) jaar (boekhoudkundige jaren eindigend 31 december 2016, 2017 en 2018).

De vergoeding van de commissaris voor het eerste boekjaar eindigend op 31 december 2016 wordt op vijfduizend euro (5.000,00 EUR) vastgesteld. Deze vergoeding wordt elk jaar aangepast in functie van de evolutie van de gezondheidsindex.

5. Volmacht rechtspersonenregister, administratie btw en Kruispuntbank van Ondernemingen

De oprichters verlenen bijzondere volmacht aan mevrouw Véronique Vansteelandt, die in dit kader, woonplaats heeft gekozen op de zetel van de opgerichte vennootschap, evenals aan haar bedienden, aangestelden en lasthebbers, met mogelijkheid tot indeplaatsstelling, teneinde de vervulling van de formaliteiten bij het rechtspersonenregister en, desgevallend, bij de Administratie van de Belasting over de Toegevoegde Waarde, alsook bij een ondernemingsloket met het oog op de inschrijving van de gegevens in de Kruispuntbank van Ondernemingen, te verzekeren.

#### **IV.- SLOT DER AKTE**

##### **KOSTEN**

Comparanten verklaren dat het bedrag voor kosten, uitgaven, vergoedingen en lasten, welke ook de vorm ervan moge zijn, die ten laste vallen van de vennootschap uit hoofde van haar oprichting, tweeduizend tweehonderd achtendertig euro vierenzeventig cent (2.238,74 EUR) is.

##### **IDENTITEIT**

Ondergetekende notaris waarmerkt de identiteit van de comparanten op zicht van de officiële stukken door de wet vereist.

##### **INFORMATIE - RAADGEVING**

De comparanten verklaren dat de notaris hen volledig heeft ingelicht over de rechten, verplichtingen en lasten die voortvloeien uit de rechtshandelingen, die zij bij huidige akte hebben gesteld en dat hij hen op onpartijdige wijze raad heeft gegeven.

##### **RECHTEN OP GESCHRIFTEN**

Het recht bedraagt vijfennegentig euro (EUR 95,00).

##### **WAARVAN AKTE**

Gedaan en verleden, datum en plaats als boven.

De comparanten erkennen tijdig een ontwerp van deze notulen ontvangen te hebben, zijnde op 14 december 2014. De akte werden integraal voorgelezen voor wat betreft de vermeldingen bepaald door de wet, en de wijzigingen die werden aangebracht aan het vooraf meegedeelde ontwerp van akte. De akte werd door de notaris toegelicht.

Na gedeeltelijke voorlezing en toelichting in het Frans en het Nederlands, hebben de comparanten, met mij, notaris, ondertekend.